

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 266
23 mai 1987

FRANCE

Autour
du 22 mars

SENEGAL

Etudiants
de Dakar

VIETNAM

L'offensive
du Têt

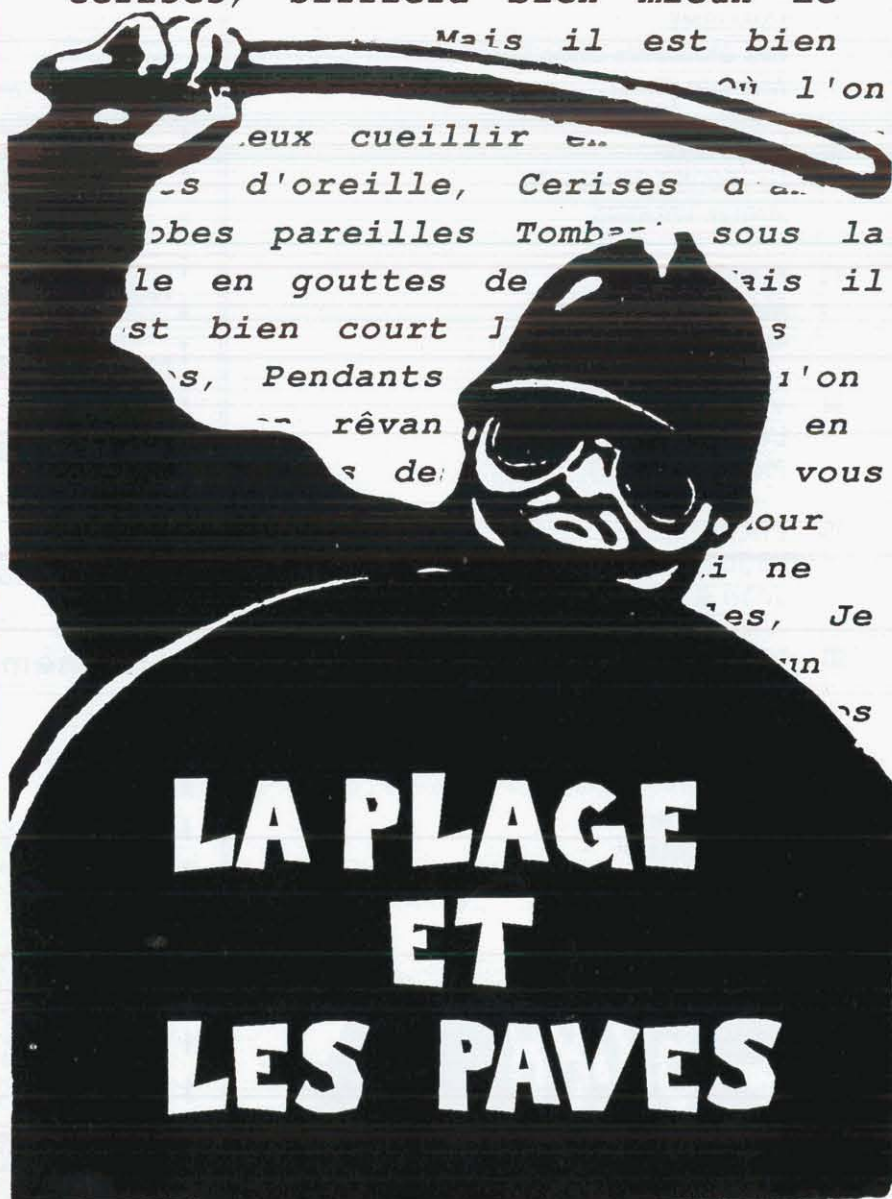
POLOGNE

La révolte
étudiante



15 FF-85 FB-4FS

Quand nous en serons au temps des
cerises, Et gai rossignol et merle
moqueur Seront tous en fête. Les
belles auront la folie en tête Et
les amoureux du soleil au coeur.
Quand nous en serons au temps des
cerises, Sifflera bien mieux Le
Mais il est bien



LA PLAGE
ET
LES PAVES

INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé

par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 266 DU 23 Mai 1988

- 3 EDITORIAL
20 ans après...
INPRECOR
- 4 FRANCE
Autour du 22 mars
Xavier LANGLADE
- 7 ESPAGNE
Les étudiants dans l'arène
Manolo GARI
- 10 POLOGNE
La révolte étudiante
Arthur WILKINS
- 12 SENEGAL
Mai dakarois
Claude GABRIEL
- 14 VIETNAM
L'offensive du Têt
Pierre ROUSSET
- 18 ETATS-UNIS
La sale guerre
John BARZMAN
- 20 TCHECOSLOVAQUIE
Prague au printemps
Anna LIBERA
- 25 ITALIE
Militante en 68
Lidia CIRILLO
- 26 CHRONOLOGIE



... et INPRECOR

(toutes les illustrations de ce numéro sont des reproductions des affiches de Mai 68).

ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune.....

Code postal..... Pays.....

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90. Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.

20 ANS APRÈS...

1968 RESTERA dans l'histoire comme une année millésimée pour la révolution. Une ère nouvelle pour les combats révolutionnaires s'est alors réellement ouverte. Presque synchronisées à l'échelle internationale, les luttes avaient une dynamique anti-capitaliste, anti-impérialiste, anti-bureaucratique.

INPRECOR

LES "DAMNÉS DE LA TERRE" ne bornaient plus leur horizon au nationalisme bourgeois. La révolution socialiste était à l'ordre du jour. Dans les pays de l'Est, le Printemps de Prague semblait donner une crédibilité à un socialisme non-bureaucratique, à une réelle démocratie ouvrière. Dans les pays impérialistes, la jeunesse révolutionnaire rompait avec le carcan du stalinisme. Jamais depuis la révolution d'Octobre, l'internationalisme ne s'était incarné de façon aussi concrète dans les luttes : "les frontières ont s'en fout !", "Intérêt national, intérêt du capital", scandaient les manifestants de Mai 68 rompant avec le jacobinisme cocardier du PCF. Le Che nous l'avait enseigné, il fallait "créer un, deux, trois Vietnam" pour disperser les forces de l'impérialisme.

Le tour de l'Europe

Le redémarrage des luttes en Europe est l'un des apports les plus importants de Mai 68. Les séquelles des accords de Yalta, le partage du monde conclu après la Deuxième Guerre mondiale, pesaient sur le prolétariat. Après la défaite des grandes luttes de l'après-guerre, le mouvement ouvrier était en recul, son potentiel de combat semblait atteint, le réformisme social-démocrate ou stalinien dominait. Au début des années 60, la révolution semblait renvoyée aux calendes grecques. Les effets de l'expansion économique amenaient André Gorz à théoriser : le capitalisme avait perdu sa base naturelle de misère et de refus, l'inévitabilité des crises était remise en question.

Les luttes étudiantes avaient pris leur essor dès le début des années 60 dans de nombreux pays capitalistes, le Japon, les Etats-Unis, l'Allemagne... Mai 68 représente un changement qualitatif car c'est la première fois que s'opère une jonction entre la jeunesse scolarisée et la classe ouvrière qui débouche sur une situation révolutionnaire. En France, cette

lame de fond, unique dans le siècle, va ébranler le capitalisme et répercuter ses ondes de choc à l'échelle internationale. Il est à la mode de mettre en valeur la dimension étudiante de 68 sous prétexte que la mobilisation ouvrière aurait été moins autonome et moins radicale. C'est oublier que la paralysie du pouvoir fut le résultat de l'occupation généralisée des usines et des lieux de travail. Il suffit de comparer les mobilisations étudiantes des autres pays, pour comprendre que ce "nouvel acteur historique" ne le fut en France que parce qu'il fut relayé par la plus grande grève générale du siècle. Plus convaincant encore est l'exemple de décembre 1986 : cette mobilisation jeune plus massive que celle de 1968, n'a en rien, ébranlé les fondements de la société à la différence d'il y a vingt ans.

Les retombées internationales de 68 furent considérables : elles permirent un renouveau de l'internationalisme et de son corollaire, la nécessité d'une Internationale révolutionnaire, en lui donnant un contenu politique non dévoyé, comme aujourd'hui au profit des idéologies caritatives.

Mai 68 a confirmé également les grandes lignes d'une stratégie révolutionnaire pour l'Europe occidentale : la grève générale comme première étape vers la conquête du pouvoir, la nécessité de l'auto-organisation dans de véritables comités de masse où règne le pluralisme politique, la nécessité de la grève active et de la remise en marche des usines par les travailleurs eux-mêmes comme prémisses du pouvoir ouvrier et, compte-tenu de la brièveté de la période pendant laquelle la question de la prise du pouvoir est posée, la nécessité d'une direction révolutionnaire à influence de masse.

Voilà pour l'actualité stratégique de Mai.

Restent les interrogations sur l'évolution ultérieure des événements. L'expérience nous permet de commencer à mesurer nos erreurs d'évaluation. S'il y a bien eu synchronisation internationale des luttes comme en témoigne ce numéro d'*Inprecor*, nous avons cru à une évolution linéaire de la radicalisation en Europe, nous avons eu tendance à sous-

estimer les inégalités de développement de la conscience de classe dans les "trois secteurs" de la révolution mondiale et leur interaction eut des effets autres que ceux que nous attendions ; les conséquences sur la classe ouvrière des pesanteurs bureaucratiques dans les pays de l'Est, l'invasion soviétique en Afghanistan, la répression des travailleurs polonais, l'invasion du Cambodge et la révélation des horreurs du régime Pol pot, ont redoré provisoirement le blason du capitalisme, tendance que la révolution nicaraguayenne n'a pu inverser.

Le poids du stalinisme

En second lieu, nous avons sous-estimé la lenteur des phénomènes de re-composition du mouvement ouvrier, la difficulté de reconstruire une direction révolutionnaire en période de crise économique et le cours droitier qu'allaient prendre dans un premier temps les courants qui rompaient avec le stalinisme. Le capitalisme s'est vu conforté dans sa survie par l'incapacité des régimes dits "socialistes" à satisfaire à la fois les besoins sociaux et les aspirations démocratiques et libertaires que Mai 68 avaient mis pour longtemps à l'ordre du jour.

20 ans après, il est de bon ton d'affirmer que le socialisme porte en lui la bureaucratie comme la nuée porte l'orage. Nous n'aurions pas vu alors dans notre internationalisme naître se tisser comme une trame invisible, les dégénérescences futures des révolutions.

Sans doute le socialisme paye-t-il fort cher le prix du retard de la révolution dans les pays capitalistes industrialisés que les fondateurs du marxisme avaient placée au centre de leurs perspectives. Léon Trotsky le soulignait déjà dans *La Révolution trahie* : "Marx ne prévoyait pas la victoire de la révolution dans un pays arriéré (...) Lénine ne prévoyait pas un si long isolement de l'Etat soviétique (...) La crise révolutionnaire d'après-guerre n'a cependant pas amené la victoire du socialisme en Europe : la social-démocratie a sauvé la bourgeoisie. La période qui paraissait à Lénine et ses compagnons d'armes devoir être une courte "trêve", est devenue toute une époque de l'histoire. La structure sociale contradictoire de l'URSS et le caractère ultra-bureaucratique de l'Etat soviétique sont les conséquences directes de cette singulière 'difficulté' historique imprévue, qui a en même temps, amené les pays capitalistes au fascisme ou à la réaction fasciste".

En cette fin de siècle qui semble faire un pied de nez à ses débuts, Mai 68 occupe une place charnière, car c'est le potentiel révolutionnaire du prolétariat qui a été confirmé. D'où l'acharnement de nombreux idéologues à escamoter sa dimension historique et stratégique. Il reste à confirmer l'essai.

16 Mai 1988

AUTOUR DU 22 MARS

"SI L'ON VEUT GARDER le sens des proportions, sans enlever au Mai français l'intérêt qu'on peut lui prêter, il faut dire que le mouvement nanterrois était le fait de quelques dizaines de personnes. Il faut dire que les problèmes qu'il posait, sans doute de façon assez radicale, c'était à partir de questions universitaires, de problèmes généraux, de problèmes de société, et que jusqu'à la répression début mai, il n'était pas celui de la compréhension qu'un éventuel mouvement de grande ampleur de la jeunesse pouvait, un jour, déclencher un déferlement de grèves ouvrières."

Étudiant à Nanterre en 1968, militant de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), arrêté le 20 mars à la suite d'une manifestation, Xavier Langlade retrace ci-dessous ce qu'ont été, tels que vivant dans son souvenir, les événements qui ont conduit à la constitution du "Mouvement du 22 mars" et à l'embrasement du monde étudiant et ouvrier.

Xavier LANGLADE

CE QUI A ÉTÉ CONNU sous le nom de 22 mars a commencé à se dessiner sur le campus universitaire de Nanterre à partir de l'année 1964, date de l'ouverture des premiers départements de Lettres. Il s'agissait d'un campus lié à la décentralisation-déconcentration de l'université parisienne de la Sorbonne. Il y a eu d'autres universités constituées à la même époque dans le cadre des efforts pour adapter la vieille université traditionnelle aux réformes universitaires modernistes et technocratiques en cours à l'époque et connues sous le nom de Plan Fouchet.

Personnellement je ne suis arrivé à la Faculté qu'à la rentrée 1965 et on peut dire que l'essentiel de ce qui allait constituer les noyaux militants actifs de ce qui allait s'appeler le "22 mars", au printemps 1968, était déjà constitué. Il s'agissait de noyaux libertaires autour de personnalités comme Jean-Pierre Duteuil, Elisée George ; Daniel Cohn-Bendit, plus marginalement, qui étaient en rupture avec la Fédération anarchiste, qui entretenaient des liens de diverses formes avec le courant anarcho-communiste ou communiste libertaire, Noir et Rouge qui avait pour nom, à Nanterre, Liaison des étudiants anarchistes (LEA).

Pour ce qui est de ceux qui se réclamaient du marxisme révolutionnaire et du communisme, il s'agissait essentiellement de la gauche de l'Union des étudiants communistes (UEC) qui était en train de se faire exclure des organisations du PC, à travers le refus du ralliement, auquel le PC avait procédé de façon assez honteuse, à la candidature de François Mitterrand qui, à l'époque, n'était pas en-

core le social-démocrate que l'on connaît, mais un politicien bourgeois, reconnu en tant que tel. C'est essentiellement autour de ces deux sensibilités que tournaient quelques petites dizaines de militants et de sympathisants qui ont joué un rôle sur trois terrains, simultanément, il s'agit essentiellement de l'activité anti-impérialiste autour du Vietnam, des problèmes des étudiants étrangers, provinciaux, et boursiers de divers statuts, et des problèmes de liberté de circulation dans la Cité universitaire.

Il s'agit aussi du terrain de la critique du contenu des enseignements, essentiellement en philosophie et en sociologie qui a alimenté le radicalisme qui a fait tout le charme de ce mouvement.

Des liens multiples

C'était un petit milieu de quelques dizaines de garçons et de filles entretenant entre eux et elles de multiples liens, politiques, syndicaux, associatifs, affectifs et passionnels. Il s'est perçu pratiquement depuis le début comme un peu différent des milieux politiques et syndicaux de la Sorbonne et de Paris, dans la mesure où les traditions politiques n'existaient pas avec la même ampleur. La mémoire, l'expérience, le talent et l'habileté y existaient inégalement et si cela a pu jouer un rôle positif, il faut dire que ce relatif analphabétisme, cette impréparation, ce manque de formation des courants politiques constitués à Nanterre ont joué, à mon sens, un rôle dans le sectarisme très limité qui a existé entre les militants et courants qui ont joué un rôle actif, positif et dynamique dans ce qui est devenu le 22 mars.

Dans une faculté de 2 à 3 000 inscrits, quelques toutes petites dizaines d'étudiants et d'étudiantes, toujours les mêmes, se rencontraient sur toute une série de terrains et avaient toute une série de discussions, d'activités et de luttes, que ce soit l'activité de propagande, d'agitation, d'initiatives de type manifestations sur le terrain de l'anti-impérialisme, sur le Vietnam, la révolution cubaine et latino-américaine, que ce soit autour de la vie associative, de l'animation culturelle, de la liberté de circulation entre les bâtiments des garçons et des filles à la Cité universitaire ou sur le contenu à la fois des réformes. Plus profondément, il y avait aussi l'expression d'inquiétudes de la part d'élèves clairvoyants sur le sens des enseignements dispensés. Tout cela a configuré une espèce de bande qui se percevait à mon avis, assez clairement, comme celle des Nanterrois qui avaient des caractéristiques particulières, donnant une certaine importance à l'action directe, à l'initiative concrète, à la création de toutes pièces de situations par l'intervention physique des étudiants que ce soit dans les cours, dans la Cité universitaire, dans une manifestation. Ce processus a été largement encouragé, favorisé par l'environnement international dans une situation politique apparemment plutôt congelée en France.

Identité, initiative, solidarité

Une série de professeurs, d'assistants, de maîtres assistants et de chargés de cours ont joué un rôle assez important dans la formalisation des convictions, en cours de mise en forme, dans ces années-là, chez les militants nanterrois et il serait injuste de ne pas évoquer, au moins la figure d'Henri Lefèvre, qui à travers son ou ses séminaires sur le premier Livre du *Capital* et la question de la réification et de l'aliénation, sur l'urbanisme, et en quoi il révèle une vision de l'organisation sociale, ou que ce soit son séminaire sur la question de la libération sexuelle à l'époque où l'on redécouvrait les traductions de Willem Reich.

Tout cela a contribué à forger l'identité, le goût de l'initiative, la solidarité, la fraternité d'un ensemble de militants et d'activistes et de sympathisants dont le rôle dans le déclenchement de la crise politique de Mai 68 en France a été assez exceptionnel.

On ne peut pas évoquer ces années-là, 66-68, sans souligner aussi une série d'éléments qui ont trait à l'imaginaire collectif marqué par des images de violence qui étaient celles de la Deuxième Guerre mondiale, de la répression nazie, auxquelles répondaient par rebond, la répression coloniale, particulièrement en Algérie, dont les images en couleurs étaient dispensées par les différentes chaînes de télévision.

La répression des manifestations étudiantes en Pologne en mars-avril 1968 ou la répression franquiste contre les mouvements des mineurs des Asturies en 1963

ou la marche des mineurs français, en 1963 également, la grande grève belge de l'hiver 60 faisaient partie de cet imaginaire collectif qui ne touchait peut-être qu'une toute petite minorité mais qui l'habitait vraiment, au point qu'elle intériorisait, cette petite collectivité, pas mal d'éléments de l'ordre de l'héroïsme, du sacrifice et de l'aptitude à regarder la violence en face, ce qui fait que l'activité élémentaire anti-fasciste qui a été celle des milieux militants nanterrois pour empêcher le groupe d'extrême-droite qui s'appelaient à l'époque Occident de prendre pied sur le campus, faisait partie intégrante, sans distance, des efforts militants qui ont pu s'exprimer dans la réflexion sur la crise de l'université et le refus que nous exprimions de l'université technocratique que l'on essayait de nous imposer ou de l'activité anti-impérialiste quasi-quotidienne que nous développons à l'époque.

A l'origine du "22 mars"

Le doyen de l'université de Nanterre, Grappin, germaniste distingué, progressiste de longue trajectoire, résistant avéré, torturé, déporté, évadé sans doute, proche du Mouvement de la paix, philosophe communiste, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, était aussi un des architectes de cette réforme universitaire et le fait qu'il n'ait guère hésité à avoir recours tant aux listes noires, qu'aux forces de répression, pour essayer dans les semaines, mois et années, précédant mai 1968, de mater cette ébullition persistante et insistante sur le campus, n'a pas été pour rien dans la radicalisation des milieux militants qui n'ont eu aucun mal à identifier ce dont il était l'image avec le vieux monde dont nous ne voulions pas vraiment.

Mais le facteur déclenchant du mouvement qui s'est appelé "22 mars" a été une énième manifestation contre l'impérialisme américain qui s'est déroulée sur quelques centaines de mètres dans le quartier de l'Opéra de Paris, rue Auber, en direction du siège central de l'American Express France. 400 militants et sympathisants du Comité Vietnam national (CVN) encadrés essentiellement par la JCR et d'autres courants comme le Parti socialiste unifié (PSU) et d'autres, ont mené une manifestation surprise convoquée avec rendez-vous secondaires et maximum de discrétion, au cours de laquelle une dizaine de manifestants armés de pavés, de barres de fer, de bombes à peinture, et de bouteilles d'encre à tampon particulièrement puissantes sur certaines qualités de pierre, paraît-il, pour ceux qui connaissent, se sont livrés à une descente en règle des vitrines de l'American Express. Les dégâts avaient été évalués, à l'époque à 90 000 nouveaux francs, ce qui était une somme évidemment considérable. A la suite de cette manifestation, j'ai moi-même été arrêté, pour bêtement, ne pas m'être engouffré dans le métro avec les autres, mais être revenu sur mes pas pour récupérer mon vélo solex et arriver à l'heure à un rendez-vous amoureux.

J'ai été suivi et arrêté par un policier en civil. Dans la demi-heure ou l'heure qui a suivi, je crois savoir que d'autres militants participants à la manifestation ont été arrêtés également. C'était le cas en particulier de Maurice Najman, devenu journaliste à *L'Événement du jeudi*, après avoir été à *Libération* et qui a animé pendant un certain nombre d'années un courant, dit pabliste, en France. Un peu plus tard ce fut le tour de Nicolas Boulte, qui était une des figures dirigeantes du Comité Vietnam national, d'origine chrétienne je crois, qui a été arrêté chez lui. Il s'est suicidé ces dernières années.

La dramatisation un peu disproportionnée de la "répression" à la suite d'une manifestation qui en valait bien d'autres (ce genre d'initiative intervenant deux à trois fois par semaine soit à l'initiative des Comités Vietnam de base (CVB), maoïstes, soit du CVN) était liée, à un certain agacement, du ministère de l'Intérieur à la suite de représentations de l'ambassade américaine auprès du ministère des Affaires étrangères en relation avec le développement des initiatives anti-américaines, non seulement à Paris, mais dans le reste du pays, et plus récemment, du développement de certaines initiatives à caractère plus terroriste. Je crois qu'il s'agissait du dépôt d'un certain nombre de bombes dont la revendication n'a jamais été très évidente, devant des édifices symbolisant la présence nord-américaine dans notre pays.

L'occupation est décidée

J'ai donc passé deux jours à la Brigade criminelle qui était plus préparée à avoir affaire au grand banditisme qu'à un militant politique, parmi d'autres, qui n'avait pas grand chose à se reprocher. Le début du développement d'une agitation sur le campus de Nanterre, en plus peut-être d'interventions plus familiales, étaient une raison pour ne pas prolonger artificiellement cette détention que rien ne permettait de faire déboucher.

Les autres camarades arrêtés, comme moi, après la manifestation du 20 mars ont été relâchés un peu après moi, et on peut aujourd'hui se poser la question de savoir pourquoi ces militants qui méritaient autant de solidarité que moi n'ont pas suscité plus d'activité de défense. Je crois que cela tient un peu aux caractéristiques du milieu nanterrois qui a considéré comme particulièrement insupportable qu'un de ses militants connus soit victime d'une répression dont, de l'extérieur on pouvait penser qu'elle pouvait être brutale.

Ce qui a fait que quand on a su mon arrestation, non pas le 20 mars, mais dans l'après-midi du 21, je pense, mes amis et camarades ont commencé à

développer à Nanterre une série de peintures, de prises de parole et d'affiches concernant l'exigence de ma libération et de celle des autres. Quand j'ai été libéré des locaux de la Brigade criminelle, quai des Orfèvres, en fin d'après-midi du 22 mars, je me suis rendu chez mon avocate, Monique Antoine. C'est là qu'on m'a demandé de passer chez Alain Krivine qui était le dirigeant de la JCR. Je lui ai raconté par le menu ce qui s'était passé, et pas passé, et c'est alors qu'un coup de fil de nos camarades de Nanterre nous a prévenu qu'avait été décidé l'envahissement du bâtiment administratif, une espèce de tour interdite aux étudiants, trônant au milieu du campus et qui symbolisait l'autorité, l'Etat. L'occupation du bâtiment administratif avait été décidée pour exiger ma libération. C'était aussi un mode de transgression qui permettait, des années après que l'affaire ait été soulevée, de trouver les fameuses listes noires, qui avaient défrayé la chronique depuis plusieurs années dans cette université, listes noires de militants politiques et syndicaux.

Un certain imaginaire

Et quand nos interlocuteurs de Nanterre nous ont prévenus que certains de nos camarades, les plus énervés, posaient le problème de mettre le feu à tout ça, aux bâtiments administratifs, à la Faculté, Krivine a évidemment donné pour indication qu'il vaudrait mieux ne pas foutre le feu et m'a demandé de me rendre à Nanterre pour voir mes camarades, y être présent physiquement et participer aux discussions qui pouvaient s'y développer pour éviter que la réponse à la provocation policière ne soit trop disproportionnée. Une copine et un copain de la JCR sont venus me chercher, nous sommes passés prendre un journaliste qui s'appelle, je crois Bertolino, il est à la télévision maintenant. Dans une vieille Aronde nous sommes

LA POLICE S'AFFICHE AUX BEAUX ARTS



LES BEAUX ARTS
AFFICHENT dans la RUE

partis pour Nanterre ce qui était un petit périple à l'époque, dans la mesure où avec des voitures pas très modernes, il fallait passer par des petites routes et des sentiers qui menaient jusqu'à la Faculté.

Les premières questions qui m'ont été posées par mes amis et camarades au nombre de quelques dizaines qui occupaient au dernier étage, au 7^e je crois, de la tour du bâtiment administratif, la salle du Conseil d'administration, avec sa grande table ovale, c'était de savoir si j'avais été malmené, brutalisé, voire torturé. Le dire aujourd'hui peut faire sourire, mais dans l'ambiance un peu survoltée, avec l'imaginaire que nous avions à l'époque, et dans le degré de tension supposée avec les forces de répression qui étaient à l'œuvre, c'était une question qui pouvait apparaître comme naturelle.

Evidemment je n'avais pas été le moins du monde bousculé, ni même touché et peut-être que d'une certaine manière cela a pu revêtir un côté décevant pour certains. Lors de cette soirée, de cette nuit, du 22 mars, la question de la répression, à l'occasion d'une manifestation anti-impérialiste est évidemment devenue prétexte au développement de thèses plutôt générales de tous les courants actifs à Nanterre. C'était le cas des libertaires, c'était notre cas, à nous, la JCR, le cas de quelques situationnistes, qui apportaient, souvent avec talent depuis Strasbourg, les thèses de la petite brochure sur "La misère en milieu étudiant".

Le mouvement des 142

Pour donner une idée de l'envergure du mouvement, la proclamation, rédigée à la sauvette et imprimée le lendemain, votée à la quasi unanimité des personnes occupant la salle du Conseil d'administration à Nanterre, était signée "Mouvement des 142" parce qu'au moment du vote, un camarade malicieux avait dû avoir l'idée de compter les personnes présentes et on n'en avait pas trouvé plus de 142. Il est important de le dire, parce qu'à cette époque là, déjà, la presse quotidienne et périodique française était pleine de reportages montrant la Faculté de Nanterre comme étant à feu et à sang, sans doute le goût de l'initiative d'un certain nombre de courants y était-il pour quelque chose, mais à part la grande grève de masse de la rentrée de 1967 il s'agissait de mouvements qui touchaient une toute petite minorité d'étudiants.

Dans les jours qui ont suivi, l'assemblée générale du "mouvement" tenue dans les salles d'activité culturelle de la Cité universitaire s'était transformée en tribunal des journalistes présents pour demander des comptes aux journalistes de *Combat*, de *l'Humanité* et de quelques autres journaux qui, mis sur la sellette, se sont comportés évidemment de manière fort piteuse. Je crois que c'est ce jour-là qu'un journaliste de *Combat* (titre de quotidien aujourd'hui disparu) qui suivait le mouvement étudiant nanterrois ou les questions universitaires, a suggéré dans

un article que ce mouvement pourrait bien s'appeler le "Mouvement du 22 mars" à la façon des mouvements révolutionnaires du tiers-monde qui s'auto-baptisaient du jour de leur première initiative spectaculaire. Je crois que c'est également ce journaliste qui a tracé à cette occasion le portrait particulièrement haut en couleur de Dany "Le Rouge" et qui en a fait symboliquement le porte-parole du mouvement. Jusqu'à cette époque, Dany était un des militants actifs, un des agitateurs, un des amuseurs de notre petit milieu.

Mais je ne crois pas me souvenir qu'il y a eu la recherche par tel ou tel, de se faire passer, ou d'être un dirigeant, ou d'exercer des formes de présence aux autres qui ressemblent à celui d'une direction classique, même dans un mouvement de masse. Le fonctionnement était celui de la

qui n'attendait que la venue de la direction clairvoyante qu'ils étaient censés représenter. C'est une expérience intéressante, dans la mesure où les Nanterrois qui occupaient un espace déterminé et qui étaient maîtres de leurs initiatives se sont vus dépossédés pendant toute une journée de la maîtrise de leur espace et de leur initiative du fait d'une intervention militaro-bureaucratique, autoritaire extérieure et on a vu le front nanterrois qui avait pu, lors des journées de mobilisations les plus importantes du mois d'avril, regrouper jusqu'à 800 étudiants dans plusieurs amphithéâtres dans le cadre de débats politiques, on a vu ce mouvement s'étioier au cours de cette journée et quasiment disparaître du seul fait de la présence, d'éléments intervenant de façon autoritaire et bureaucratique, militaire.

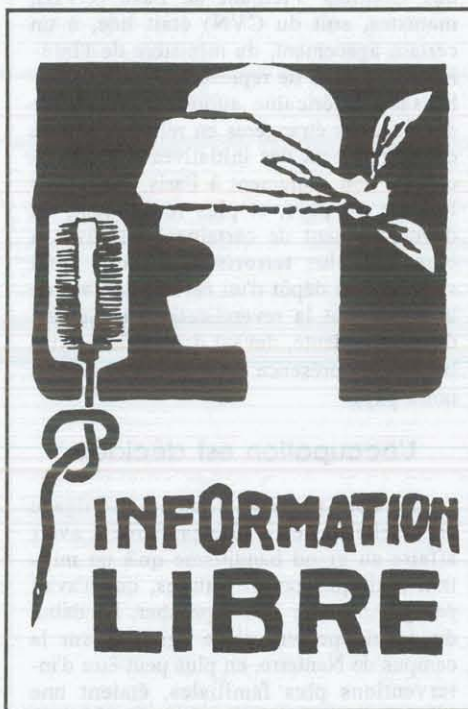
"Libérez nos camarades"

Dans l'enchaînement des événements c'est là que se situe le simulacre de prise et d'occupation, de la Sorbonne par les forces "du 22 mars, de l'UNEF, de la FGEL et du MAU". C'est à ce moment, je ne sais plus si c'est le 3 ou 6 mai, que les autorités universitaires et celles du ministère de l'Intérieur, ont pris la géniale initiative de faire envahir la Sorbonne par les policiers et les gendarmes et d'embarquer les quelques centaines de militants qui s'y trouvaient. Ce fut le début des manifestations sous le mot d'ordre "libérez nos camarades" qui ont eu un caractère spontané et des manifestations pour protester contre la fermeture de Nanterre puis celle de la Sorbonne.

Pour revenir un peu en arrière, le prétexte pour l'envahissement de la Sorbonne et de l'intervention policière, si je me souviens bien, c'était la constitution d'une micro contre-manifestation fasciste à partir de la Faculté d'Assas, à environ deux kilomètres, où quelques dizaines de fascistes, sans doute moins de trente, faisaient semblant de vouloir s'approcher de la Sorbonne pour en découdre avec les militants d'extrême-gauche.

C'est paraît-il pour éviter un bain de sang, que les forces de répression, sans intervenir contre les fascistes, sont intervenues contre la Sorbonne et c'est ainsi qu'il faut comprendre qu'à partir de problèmes universitaires, de problèmes académiques de répression, dans le cadre d'une activité anti-impérialiste le plus souvent, c'est cet enchaînement qui a permis d'étendre le mouvement à la quasi totalité du mouvement étudiant, et, à la suite de la dramatique nuit des barricades, à faire déferler une manifestation unitaire du mouvement ouvrier et du mouvement étudiant sans doute l'un des plus grandes qu'aient connues ce pays, le 13 mai 1968 qui est la date qui marque le début du déclenchement en vagues successives des grèves ouvrières, commencées à Sud-Aviation, je crois, aux lendemains du 13 mai puis à Renault-Cléon. Jusqu'à aboutir à la grève générale que l'on sait. ■

11 mai 1988



démocratie directe en assemblées qui n'étaient pas forcément dépourvues de caractère manipulateur, les figures reconnues étaient des figures reconnues, mais n'avaient pas plus la parole que les autres et c'était des propositions pour l'action que surgissaient les niveaux d'accord et de désaccord ou de consensus auxquels nous pouvions parvenir dans une recherche, il faut bien le dire, assez acharnée de tout ce qui pouvait nous unir contre ce qui était hostile au développement impétueux de l'initiativisme qui était notre fait.

J'ai gardé le souvenir d'une journée de mobilisation où les fascistes s'étaient faits forts d'intervenir pour nous "claquer le beignet", qui a donné lieu à une tentative de mise sous tutelle du 22 mars par les maoïstes de l'UJCM qui ont débarqué à Nanterre, à 100 ou 200 avec leurs casques de chantier, pour faire ouvrier, leur théorie du peuple invincible; et la ferme détermination de tracer une ligne de partage sur le "terrain militaire" entre les petits bourgeois que nous étions censés être et le mouvement dans toute sa pureté

LES ÉTUDIANTS DANS L'ARÈNE

LE MYTHIQUE MOIS DE MAI 1968, fut un mois comme un autre, sans rien de particulier dans l'année universitaire 1967-1968, en Espagne. Car c'est l'année tout entière qui fut exceptionnelle. L'institution enseignante franquiste fut mise en faillite totale, les amphithéâtres étant fermés sur ordre ministériel et occupés par la police. Les étudiants étaient mobilisés en permanence et leurs dirigeants étaient exclus des académies ou jugés par le Tribunal d'ordre public (1).

Manolo GARI

CEST LE MOIS DE MAI qui éternua le nouveau ministre de l'Éducation, le technocrate Villar Palasi, qui avec ses projets de rentabilisation de l'enseignement remplaça Lora Tamayo, démissionné. L'université avait alors été transformée, selon un article de Torcuato Luca de Tena publié dans la revue *ABC* à la mi-mars, en "Ecole des mauvais-arts" et en un lieu de "divertissements, de révoltes et de charivari".

Pour pouvoir rentabiliser, il fallait d'abord pacifier, mais le jour même de la nomination de Villar, le 14 avril, la police délogea les étudiants de l'Université de Santiago, ce qui provoqua des mobilisations dans ce district jusqu'à la veille du jour des examens. Les universités de Madrid et de Valence avaient été fermées pour une durée indéterminée dès le 27 février et à la fin avril il se produisit, à Madrid, des affrontements durs entre les fascistes de Défense universitaire et les étudiants en Droit.

Le 30 avril des milliers d'étudiants se joignirent aux rassemblements convoqués par les syndicats des Commissions ouvrières (CCOO) dans les principales villes. Le 1er mai plusieurs centaines de militants, organisés en commandos, interrompirent la circulation des principales artères de Madrid et de Barcelone, avec des barricades et des cocktails Molotov.

La réouverture de l'université de Madrid eut lieu, après celle de Valence, le 14 mai. Ce jour-là s'est tenue une assemblée du district qui s'est terminée en manifestation de plus de 5 000 étudiants pour protester contre la fermeture passée et exiger l'annulation des procédures d'exclusion en cours. Cela provoqua une sortie intempestive de l'explosif Carrero Blanco qui qualifia les étudiants de "groupes d'anarchistes, de drogués et d'athées".

Pendant le mois de mai, y compris dans les universités fermées, les étudiants suivaient avec attention la révolte en France ou se solidarisaient avec les ou-

vriers de l'usine Pegaso en lutte depuis mars. Les bulletins édités au cours de ce mois-là par les Départements d'information du Syndicat démocratique des étudiants (SDEU), comme celui de Madrid, et celui de la Faculté des Sciences politiques et économiques - fer de lance du mouvement - étaient consacrés aux sujets les plus divers : rapport sur la situation économique, dossier de documents des Commissions ouvrières avec présentation des différentes lignes politiques (celle des métallos de Madrid, des jeunes de Barcelone), le texte du Mouvement du 22 mars français intitulé "Pourquoi luttons-nous ? Les raisons d'une révolte", ou un écrit du guérillero colombien Camillo Torres.

Le chanteur Raimon donna un récital à l'école des Sciences économiques de Madrid le 18 mai, qui se termina en une manifestation massive jusqu'au centre de la ville, dans laquelle des milliers d'étudiants reprenaient en chœur les cris de "Amnistie et liberté", "Les étudiants avec les ouvriers, la police avec les banquiers", ou l'utopique "Les Commissions au pouvoir", sans compter le déjà traditionnel "Une seule solution : la Révolution". La voiture de la princesse Sophie et ses gardes du corps furent bloqués, par hasard, par des centaines d'étudiants qui s'affrontèrent pendant trois heures à la police, formant des barricades dans les quartiers limitrophes de la Cité universitaire et sur la route de La Corogne.

Une année décisive

C'est ainsi que s'est terminée une année universitaire qui avait commencé par la tenue générale d'élections libres convoquées par le Syndicat démocratique, imposées par les étudiants et tolérées par des autorités académiques débordées. Ces dernières avaient réagi en fermant le 26 novembre 1967 le Bureau de représentation des élèves en Sciences de Madrid, provoquant des grèves et des manifestations dans tout le district pendant le reste du premier trimestre. La répression et

FRONTIÈRES RÉPRESSION



l'agitation se sont généralisées dans les autres districts et les uns se solidariseront avec les autres, selon l'accord des représentants des universités réunies à Barcelone le 23 mars 1965 (2). En décembre 1967 ont été exclus, entre autres, tous les représentants élus des étudiants en Sciences politiques et économiques de Madrid, et en janvier 1968 cette faculté fut fermée et ses élèves sanctionnés avec perte de l'inscription.

La police sur les campus

Les étudiants répondirent par des assemblées et des affrontements avec la police lors des manifestations qui eurent lieu à Madrid, Barcelone, Séville, Oviedo, Santiago, Malaga, Valence et Valladolid et qui accueillirent dans leurs réunions les représentants étudiants de Madrid qui expliquaient leur situation. A la fin du mois de janvier, 39 exclusions supplémentaires ont été prononcées en Sciences et Philosophie à Madrid, 137 à Barcelone, une bonne partie d'entre elles dans les écoles techniques, et la Faculté de philosophie de Madrid fut fermée. Le 26 février eut lieu la VIe et dernière Réunion de coordination préparatoire (RCP) (3) du Congrès national des étudiants à Séville. Déclarée illégale, plusieurs participants furent détenus, ce qui provoqua de nouvelles manifestations dans plusieurs districts universitaires et la fermeture indéfinie, le 27, des universités de Madrid et de Valence.

1) Bras juridique de la répression franquiste, créé en 1963, pour faire front à la renaissance du mouvement ouvrier et aux débuts du mouvement étudiant.

2) Des représentants de Bilbao, Séville, Valence, Oviedo, Valladolid, Zaragose, Barcelone et Madrid arrivèrent qui, d'un commun accord, déclarèrent : "Devant n'importe quelle mesure répressive prise contre n'importe quel district étudiant, tous les autres se considéreront comme concernés."

3) Réunion de coordination préparatoire (RCP). De 1967 à 1968, six de ces réunions ont eu lieu pour préparer la coordination inter-district du mouvement étudiant organisé en syndicats libres et leur objectif était la tenue d'un Congrès général.



Le même jour a été créé par décret du Conseil des ministres, la Police universitaire, sous le commandement théorique des doyens, ce qui a signifié l'installation de forces de police sur les campus pendant plusieurs années et a transformé l'université, selon la protestation signée par les professeurs qui s'opposaient à cette mesure *"en un commissariat, en train de se transformer en une caserne"*. On nomma un juge spécial pour les *"délits étudiants"*, qui vint compléter l'action du Tribunal d'ordre public.

Fin d'une période

Le 6 mars, l'université de Séville fut fermée, ce qui donna lieu à des manifestations à Saragosse, Bilbao, Grenade, Pampelune, Santiago et Barcelone. Cinq facultés furent nettoyées par la police à Madrid, où, malgré la fermeture, l'activité syndicale continuait. Les Départements d'information continuaient à éditer des tracts et des bulletins ; on essayait de nouvelles formes de lutte, comme les *"sit-in"* en Droit. On voulait réaliser des *"cours parallèles"* dans certaines facultés qui finirent par se convertir en coordination du mouvement et en tribunes politiques de lutte contre l'idéologie académique en vigueur. L'activité de solidarité avec le Vietnam continuait, avec Cuba ou avec les ouvriers de Standard et Pegaso et on répondait au message libéral néo-capitaliste de Servan-Schreiber (auteur du *Défi américain*), qui ne réussit pas à tenir une conférence à la faculté de Droit, boycottée par les étudiants, toujours plus radicalisés à partir de leur anti-franquisme initial, et qui criaient tous ensemble *"A bas l'Europe des monopoles. Vive l'Europe socialiste"*. Et puis vint le mois de mai.

Quelque chose avait changé dans les profondeurs du mouvement étudiant durant l'année 1967-1968. Diverses forces politiques et secteurs étudiants très larges se détachèrent du projet de syndicats étudiants libres et du Congrès national des étudiants c'est pourquoi les élections des SDEU, au début de l'année universitaire

1968-69 furent un échec. Les étudiants d'avant-garde regardaient vers d'autres formes d'organisation et d'autres objectifs politiques.

On organisa les *"procès critiques"* de quelques professeurs et de leur enseignement, quelques chaires furent *"occupées"* par des étudiants et la politique de l'*"action exemplaire"* commença à l'intérieur et à l'extérieur de l'université. Ce fut la fin des Syndicats démocratiques. Le 1er décembre, des affrontements massifs se produisirent à Barcelone et à Madrid avec des barricades face à la police.

Le 17 janvier 1969 le rectorat fut assailli par les étudiants à Barcelone, le feu prit à un bâtiment et un buste de Franco fut brisé. C'est le 20 que fut assassiné par la police politique, la BPS, au cours d'un contrôle, le camarade Enrique Ruano, membre du FLP (4) et militant du mouvement étudiant. La police employa la même méthode que celle qu'elle avait utilisée deux ans auparavant avec l'étudiant valencien Rafael Guijarro : la défenestration. Une grève générale de toutes les universités fut décrétée. Le 24 janvier, le gouvernement déclara l'état d'urgence sur tout le territoire de l'Etat espagnol, étendant la mesure adoptée des mois auparavant au Guipuzcoa (5).

La répression

Les déportations de membres de l'opposition, la détention de plus de 500 ouvriers et étudiants (230 d'entre eux mis à la disposition de la justice), la fermeture de plusieurs maisons d'édition, des centaines de perquisitions à domicile avaient pour objectif de porter un coup au mouvement ouvrier des Commissions ouvrières, de structurer le mouvement étudiant qui jouait un rôle d'avant-garde dans la lutte pour les libertés démocratiques, et permettre la continuation institutionnelle de la dictature après la mort de Franco.

La phase de libéralisation du régime était terminée. Les menaces de Carrero Blanco s'étaient réalisées. Le mouvement ouvrier, dirigé par le Parti communiste espagnol n'était pas préparé à ce change-

ment politique, d'autant plus que ses dirigeants l'avaient éduqué à l'utilisation des marges de cette libéralisation, à lui faire confiance. Le mouvement étudiant à lui seul n'était pas capable de porter tout le poids de la lutte pour les libertés, parce que son rôle social avait des limites évidentes, et de plus, une partie de ce mouvement continuait à subir l'influence, bien que de façon atténuée, des réformistes.

La création d'organisations étudiantes clandestines à partir de 1963 et la tenue des Semaines de la rénovation universitaire (1964) avaient ouvert le chemin, avec l'organisation de la Première assemblée libre des étudiants de Barcelone, la IVe Assemblée libre et la Semaine pour la paix de Madrid en 1965, au syndicalisme étudiant libre. Derrière l'écroulement du Syndicat étudiant (SEU) et le rejet de la manœuvre gouvernementale des APE (6), fut mis sur pied le Syndicat démocratique des étudiants de Barcelone, où auparavant des élections libres avaient eu lieu.

L'ancien

Le SDEUB se réunit au couvent des Capucins de Sarria, le 9 mars 1965, et c'est là que se dessinèrent, après une discussion ouverte préalable à laquelle participèrent des milliers d'étudiants, les lignes maîtresses d'un syndicalisme unitaire, non clandestin, qui se transforma en plate-forme d'expression des courants politiques existant et qui arracha des conquêtes partielles sous le régime franquiste pendant la période 1965-1969.

Les intentions de coordination à l'échelle de l'Etat, à partir de la première RCP à Valence, dont la répression avait provoqué la première grève générale étudiante sous la dictature, et la création du SDEUM, à Madrid, le 26 avril 1967 ouvrirent le chemin à l'extension des SDEU. Sur ce chemin, la répression s'est exercée sur des professeurs (expulsion de l'université de Tierno Galvan et d'Aranguren et de trois autres professeurs madrilènes ; expulsion de Sacristan et de 68 autres enseignants à Barcelone) et sur les étudiants (avec des procès devant le Tribunal d'ordre public de représentants catalans et madrilènes).

La réforme démocratique de l'université, le syndicalisme libre préparant un congrès général, l'amnistie de toutes les personnes sanctionnées, la liberté d'enseigner et de dire étaient les revendications démocratiques d'un mouvement étudiant, toujours très centré sur les changements à l'université, bien que conscient de la nécessité de la liberté dans tous les do-

4) Front de libération populaire, organisation d'extrême-gauche qui a regroupé, pendant une période, un nombre important de militants anti-franquistes.

5) L'état d'urgence fut décrété à la suite de l'exécution par ETA du chef provincial de la Brigade politico-social (BPS) de la police du Guipuzcoa.

6) Syndicat espagnol universitaire (SEU), organisation fasciste à laquelle les étudiants étaient obligatoirement affiliés. L'Association professionnelle des étudiants (APE), qui lui succéda, de courte vie, fut rejetée par les étudiants qui luttaient pour un syndicalisme libre, sans entraves.

maines, peu coordonné à l'échelle nationale mais solidaire. Barcelone et Madrid, les deux grands centres, alternaient comme points culminants de la mobilisation qui réussit à faire changer le rapport des forces en faveur des étudiants pendant trois ans.

Au cours de ces mêmes années, il fut imposé, à l'intérieur des établissements d'enseignement un certain "double pouvoir" ou des "aires de liberté" conjoncturelles qui permirent l'évolution idéologique et politique de larges secteurs des étudiants dans un processus continu de radicalisation, à travers leur propre activité syndicale et leur expériences dans les mobilisations. De nombreuses activités culturelles furent réalisées y compris sur le plan académique dans lesquelles ce changement accéléré des idées était palpable, et montrant un milieu étudiant toujours plus critique empêchant que soit niée la fonction sociale de l'université comme "fabrique d'exploiteurs".

A partir d'un moment de son évolution, le mouvement étudiant, à travers de larges débats internes, cherchait de façon constante l'unité d'action avec le mouvement ouvrier, tel qu'il se reflétait dans les journées de lutte appelées par les Commissions ouvrières à Madrid les 27 janvier et 27 octobre 1967.

Plus tard, l'unité d'action se montra insuffisante et un large secteur des étudiants commença à se poser la question de l'alliance entre les deux mouvements avec des objectifs à long terme. L'orientation de la majorité du mouvement étudiant allait se traduire dans une conviction croissante de la nécessité de la lutte révolutionnaire non strictement anti-répressive et démocratique, telle qu'on la proposait sous une forme pédante et élémentaire, mais très claire dans la revue "Action universitaire" (7) dans son numéro du 15 mai 1968 : *"Le mouvement universitaire, à partir des contradictions spécifiques de l'étudiant dans la société dans laquelle il vit, à partir de la lutte pour ses objectifs, en est arrivé à poser des revendications qui dépassent le cadre de l'université bourgeoise, à soumettre à une critique radicale toute la structure de la société capitaliste" (...)* "Mais ce n'est que si la lutte étudiante est incluse dans une lutte beaucoup plus vaste pour des objectifs de la classe ouvrière, qu'il pourra se produire une transformation radicale de la société bourgeoise."

Le nouveau

Après mai rien ne fut comme avant. On a parlé de l'influence des événements de France, mais pendant l'année universitaire 1967-68 s'étaient accumulés de nombreux facteurs autochtones qui dynamitèrent le projet strictement démocratique de 1965.

La répression en 1968 contre les étu-

dants et les ouvriers, et surtout à partir de l'état d'urgence de 1969, a aidé à accélérer la non viabilité des SDEU. Mais la répression à elle seule n'explique pas le phénomène de leur disparition. Le projet étudiant de 1965, de Réforme démocratique de l'université perdait du terrain au sein des syndicats eux-mêmes et des mots d'ordre comme "Université populaire", "Autogestion", et un discours de plus en plus anti-capitaliste avaient fait leur trou parmi les étudiants et allaient changer le contenu du programme de revendications.

La dénomination même de Congrès national des étudiants s'était transformée en celle de Congrès général des étudiants,



fruit de l'avancée des idées nationalitaires dans la jeunesse basque et catalane et d'un vague sentiment de solidarité des étudiants madrilènes qui organisèrent un Festival-rencontre des nationalités ibériques. A Barcelone, la crise du syndicalisme "classique" apparut déjà en 1967-68 avec des divisions profondes au sein du SDEUB qui le paralysèrent. A Madrid, la direction du SDEUM ne participa pas à la VI^e RCP de Séville, la qualifiant de montage bureaucratique en marge de la souveraineté des assemblées.

Pendant les années 1968 et 1969 de nouveaux partis politiques apparurent avec une base importante chez les étudiants qui se situaient à la gauche du réformisme, comme le PCE (I), ensuite le PT, Bandera Roja, l'ORT, etc. et un tournant profond commençait vers le marxisme révolutionnaire au sein du FLP, groupe qui

disputait au PCE la direction du mouvement étudiant. Mais tout ceci ne vient pas nier l'influence du mai français qui avait permis de démasquer la politique réformatrice des PC et qui créa des illusions utopiques sur le rôle dans la société de la révolte étudiante, car en partant d'une réalité on extrapolait ses conséquences et ses possibilités.

Un tournant

Les différences avec la situation française éloignaient la possibilité d'une répétition ici du même phénomène. Et pas seulement parce qu'existait ici une dictature militaire et que là-bas on combattait en utilisant les libertés. Les 120 000 étudiants qui composaient la population universitaire de ce côté-ci des Pyrénées n'avaient pas seulement un poids numérique absolu et relatif moindre dans la société comparé à la réalité d'autres pays (8), mais étant donné la rupture engendrée par la guerre civile, il n'y avait pas de lien avec les partis et la tradition marxiste. L'autarcie culturelle imposée par la répression franquiste rendait difficile l'accès à la littérature politique révolutionnaire. Tout cela produisit une capacité moindre de critique globalisante, une réflexion plus pauvre et plus limitée.

Mais surtout, pesait sur la situation le fait que la classe ouvrière, à la différence de la France n'avait pas accumulé un niveau d'expériences suffisant, à partir de sa renaissance en 1962, et que comme en France, il n'y avait pas de direction politique lui permettant de se mettre à la tête de la brèche démocratique radicale ouverte par les étudiants (9).

Ni l'autarcie, ni la répression, ni le retard politique dans la prise de conscience révolutionnaire de la classe ouvrière n'empêchèrent que d'amples couches de jeunes étudiants et d'ouvriers de toutes les régions de l'Etat espagnol, dégoûtés de la dictature, de l'oppression nationale, de l'exploitation et de la répression, ne respirent les vents nouveaux que souflaient la Révolution culturelle en Chine, la guérilla latino-américaine, le Vietnam, les révoltes étudiantes, de Mexique, Berlin, Rome et surtout les barricades de Paris.

7) Organe du Comité étudiant du FLP, ensuite appelé *Action étudiante* et finalement *Barricade*.

8) La même année, en France, les étudiants étaient 550 000 et, en Italie, 413 000.

9) Le mouvement ouvrier surgi dans les grèves de la mine asturienne de 1962, s'est étendu aux principaux centres métallurgiques (Madrid, Barcelone, Bilbao) et y compris à la campagne (viticulteurs de Jerez). Les Commissions ouvrières ont été constituées formellement, en 1964. L'une des grèves qui eut la plus grande influence sur les étudiants fut celle des travailleurs des laminoirs Bandas à Frio de Echevarri, en 1966.

LA RÉVOLTE ÉTUDIANTE

EN OCTOBRE 1956, un grand mouvement de masse, dont la colonne vertébrale étaient les conseils ouvriers et la jeunesse étudiante, amenait Wladyslaw Gomulka à la tête du parti communiste polonais, le POUP. La nouvelle équipe bureaucratique au pouvoir devait démanteler rapidement les conquêtes les plus avancées de cet Octobre polonais, comme le nommaient ses acteurs.

Arthur WILKINS

DIX ANNEES PLUS TARD, le dynamisme initial du régime est épuisé. Le développement économique s'essouffle, le niveau de vie des masses baisse. Le spectre de la crise socio-économique apparaît. Il n'est jusqu'à l'ombre des conquêtes d'Octobre qui ne soit effacée. Le régime devient chaque jour plus rigide. Les derniers éléments "libéraux" sont éliminés. Sous prétexte de lutte contre le "révisionnisme", le contrôle idéologique sur la culture et la science devient insupportable. Des conseils ouvriers, il ne reste que le nom. La bureaucratie tend à se décomposer en fractions rivales. Les échos de la scission du "mouvement communiste international", de la révolution cubaine, de la guerre de libération du peuple vietnamien, se heurtent aux carcans idéologiques.

Opposition de gauche à l'université

Autour de Jacek Kuron et Karol Modzelewski, apparaît une opposition de gauche à l'université de Varsovie. En mars 1965, ses animateurs lancent la fameuse *Lettre ouverte au POUP*, dans laquelle ils avancent un programme de révolution anti-bureaucratique et de démocratie socialiste des conseils ouvriers. Bien qu'ils soient défendus par les intellectuels les plus éminents, ils sont condamnés à la prison. Mais leurs jeunes camarades, que la bureaucratie appellera ensuite les "commandos", continuent d'agir. Ils organisent à l'université un débat sur le bilan d'octobre 1956. Pendant ce débat, l'un des plus prestigieux intellectuels de la généra-

tion militante de 56, le professeur Leszek Kolakowski, démontre que le régime de Gomulka a trahi les idéaux de l'Octobre polonais. Il est expulsé du POUP. Beaucoup d'intellectuels du POUP protestent contre son expulsion. L'opposition de gauche à l'université de Varsovie s'amplifie. Aux "commandos", viennent s'ajouter quelques groupes politiques attirés par le "modèle yougoslave" ou vers les positions du PC italien. En juin 1967, coïncidant avec la "guerre des Six jours" entre les Etats arabes et Israël, et s'adressant au congrès des syndicats, Gomulka dénonce l'existence d'une "cinquième colonne sioniste" en Pologne. Même si la phrase sera éliminée dans la version éditée de son discours, des secteurs influents de la bureaucratie s'en emparent immédiatement.

La stérilisation culturelle

Depuis novembre 1987, le Théâtre national de Varsovie représente *Les Aïeux*, pièce dramatique d'une puissante dénonciation des régimes despotiques. Cette pièce fut écrite au début du XIXe siècle par le grand poète polonais Adam Mickiewicz. Ce spectacle se transforme immédiatement en événement culturel de première importance. La dénonciation du tsarisme faite par Mickiewicz reçoit les applaudissements frénétiques du public. Pour Gomulka et ses acolytes, il ne fait pas de doute qu'il s'agit là d'une manifestation anti-soviétique. Ils interdisent la poursuite du spectacle. Cette décision produit un choc. Le 30 janvier 1968, après la dernière représentation, les étudiants protestent devant le monument à Mickiewicz, contre cette grossière atteinte à la culture nationale. Plusieurs d'entre eux sont arrêtés, parmi lesquels Adam Michnik et Henryk Szlajfer, militants du groupe politique dirigé par Kuron et Modzelewski.

Le 16 février, 3 000 étudiants envoient une lettre à la Diète, le parlement polonais, dans laquelle ils exigent que *Les Aïeux* soit de nouveau représentée. Le 29 février, la section de Varsovie de l'Union des écrivains proteste contre l'écrasement et la stérilisation de la vie culturelle. Le 4 mars, le ministre de l'Enseignement supérieur ordonne d'expulser Michnik et Szlajfer de l'Université. Cette décision provoque une brusque mon-



tée de la tension politique à l'Université de Varsovie.

Les "commandos", réunis dans l'appartement de Kuron, décident d'appeler les étudiants à un meeting de protestation le 8 mars. Ce jour-là, des milliers d'étudiants défilent pacifiquement sur la place de l'université, en défense de Michnik et Szlajfer, et en revendiquant les libertés démocratiques. D'importantes forces de police entourent les étudiants. A l'annonce qu'une délégation des protestataires sera reçue par les autorités universitaires, le meeting se termine en chantant l'Internationale et la foule commence à se disperser. C'est à ce moment que la police, renforcée par les unités anti-émeutes des ZOMOS, intervient brutalement. Beaucoup d'étudiants sont frappés jusqu'à l'évanouissement ; ceux qui fuient sont poursuivis dans les rues de la ville. Une vague d'arrestation s'abat. Kuron et Modzelewski sont parmi les premiers arrêtés.

Apparition des comités de grève

Le samedi 9 mars, les étudiants de l'Ecole polytechnique de Varsovie se rebellent. Après un meeting, ils descendent massivement dans la rue pour protester contre la version mensongère des événements de la veille, donnée par les médias. Ils scandent "*La presse ment*", "*Il n'y a pas de pain sans liberté*", "*Les ouvriers avec nous*". Ils entonnent l'hymne national et l'Internationale. Après un dur affrontement avec la police, ils se retranchent dans l'Ecole où, armés d'extincteurs, ils repoussent les assauts policiers. A partir du lundi, dans un acte instinctif de solidarité avec ses camarades de Varsovie, la jeunesse étudiante se soulève dans toutes les villes universitaires du pays. Les meetings se transforment en grèves avec occupation des facultés. Des comités de grève et des conseils de délégués étudiants sont élus. A Varsovie, Cracovie, Gdansk, Poznan et autres villes, les affrontements

de rue sont très violents, et parfois, des groupes de jeunes ouvriers en sont partie prenante. Mais, en règle générale, la classe ouvrière reste passive. Une délégation étudiante, envoyée à l'aciérie de Nowa-Huta, ne parvient pas à obtenir la solidarité des ouvriers. Dans les usines, la bureaucratie recrute les ouvriers pour les "réserves volontaires" de la police et autres "milices", afin de réprimer les étudiants. Certains participent à la répression, d'autres désertent quand ils se rendent compte pourquoi on les a mobilisés. Face à la bibliothèque universitaire de Lodz, la "milice ouvrière" entoure les étudiants, empêchant ainsi la police d'attaquer. Dans les milieux intellectuels, la solidarité avec les étudiants est très large. A la Diète, seul le groupe catholique indépendant *Znak* proteste contre la répression. Ce n'est que le 21 mars que la hiérarchie catholique fera entendre sa voix.

La révolte se politise rapidement. Les masses étudiantes ne protestent pas seulement contre la répression, mais exigent que les personnalités du régime responsables de la répression, soit châtiées. Elles ne dénoncent pas simplement les mensonges de la presse officielle, mais veulent une information honnête dans les médias. Elles revendiquent également la liberté d'expression, de publication, de réunion, de manifestation et d'association, ainsi que la liberté de création culturelle et de recherche scientifique, l'abolition du monopole d'information et de la censure préalable. Elles accusent la direction du POUP de mener une politique qui freine le développement socio-culturel du pays et conduit à la crise économique. Elles protestent contre le fait que l'immense majorité des citoyens n'a aucun pouvoir sur les décisions économiques et politiques. Elles exigent la démocratie socialiste. Elles expriment leur solidarité avec le mouvement pour les réformes démocratiques en Tchécoslovaquie. *"La Pologne attend Dubcek"*, scandent-ils dans les manifestations. Le vent du Printemps de Prague souffle sur les universités occupées.

La campagne antisémite

La bureaucratie ne se cantonne pas à la répression policière. Elle se lance à fond dans une campagne idéologique d'envergure. La révolte - explique-t-elle - est due à une conspiration des forces anti-socialistes ("révisionnistes, sionistes et trotskystes") liées aux agences impérialistes. Le rôle central dans cette conspiration, échoit au sionisme. Les "commandos" qui agitent le milieu étudiant, sont formés d'agents sionistes, comme le démontrent les noms juifs de plusieurs d'entre eux, ou les noms juifs de leurs parents. Les jeunes "commandos" sont également dirigés par des révisionnistes éliminés de la direction du POUP, qui se proclament aujourd'hui "libéraux", mais qui sont responsables avec d'autres sionistes de la terreur de l'époque stalinienne. Le 8 mars, la "cinquième colonne" a voulu effectuer un coup d'Etat.

Publiquement, il n'est question que de sionistes. Mais dans les réunions du ministère de l'Intérieur et dans le corps des officiers de l'Etat, comme d'ailleurs pendant les interrogatoires dans les locaux de la police politique, on ne se gêne plus pour parler ouvertement de la "juiverie", et l'on traite couramment de "Sale Juif". Ceux qui sont à l'initiative de cette nauséuse campagne antisémite, suivis par la quasi-totalité de l'appareil politique et idéologiques de la bureaucratie, appartiennent à la fraction dite des "guérilleros" du POUP. Cette fraction est dirigée par d'anciens combattants de la guérilla communiste antinazie.

A la tête des "guérilleros" trône le général Mieczyslaw Moczar, investi par ses partisans du titre de "commandant légendaire" de la Résistance, ce qui a peu de rapports avec la vérité historique. Ancien chef de la police stalinienne de Lodz, et maintenant puissant ministre de l'Intérieur, comptant de solides appuis dans le KGB soviétique, Moczar aspire au pouvoir suprême de l'Etat. Les "guérilleros" rêvent de restaurer le régime stalinien, mais sous une forme nouvelle, "*patriotique*", où le chauvinisme serait la colonne vertébrale de la mobilisation idéologique et du contrôle sur les masses.

Gomulka, que les "guérilleros" se préparent à éliminer dans la sanglante lutte de fractions, réalise rapidement le but de cette vague antisémite. Il tente de s'opposer à ce qu'il nomme lui-même en privé "*la chasse aux Juifs*". En avril, celui qui lui avait permis en 1956, de prendre la direction du POUP, Edward Ochab, renoncera à la présidence de la République pour "*protéger avec la plus profonde indignation contre l'aventure antisémite lancée par diverses forces obscures*".

Mais c'est le mouvement étudiant qui dénonce le plus énergiquement le caractère antisémite de la théorie du complot sioniste et le danger de "*fascisation du régime*", terme utilisé fréquemment dans les tracts et les déclarations des étudiants. A l'hystérie anti-étudiante et anti-intellec-

tuelle que la bureaucratie entend créer au sein de la classe ouvrière, il oppose les mots d'ordre de solidarité et d'alliance ouvrière et étudiante, dans la lutte pour la démocratie socialiste. Mais dans les usines, le contrôle de la situation demeure entre les mains du POUP, qui organise des meetings proclamant "*Les étudiants à leurs livres, les écrivains à leurs plumes, les sionistes en Israël*".

Après deux semaines de lutte, le mouvement étudiant est écrasé. Dans la nuit du 23 mars, le dernier réduit - l'Ecole polytechnique de Varsovie - est écrasé. Face aux lourds contingents de policiers prêts à donner l'assaut, les étudiants renoncent à la défense active des universités et décrètent la fin de l'occupation. Le 28, dans l'université, environ 2 500 étudiants se réunissent pour la dernière fois pour adopter un programme du mouvement. Toute la conscience politique acquise pendant ces jours de révolte est inscrite dans ce document où l'on revendique le droit à l'organisation et l'activité indépendantes des étudiants et de tous les citoyens, la liberté syndicale pour les travailleurs, l'autogestion ouvrière des entreprises, le contrôle social permanent sur l'économie nationale et sur la planification. En réponse, la bureaucratie démembre huit facultés de l'Université de Varsovie et emprisonne les derniers dirigeants étudiants qui se trouvaient encore en liberté.

La cassure ouvriers-étudiants

La répression va se poursuivre avec les arrestations, les renvois de l'université, les procès, les purges d'enseignants, de travailleurs de la science, de la culture, de la presse, des éditions, les purges dans les institutions centrales de l'Etat, dans l'appareil du POUP. Kuron et Modzelewski écoperont de la plus lourde de peine des condamnés, trois ans et demi de prison. La vie universitaire demeure soumise au contrôle direct des appareils bureaucratiques. Les espaces de libertés qui existaient encore dans ce milieu, sont supprimés. Les plus durement frappés sont le peu de citoyens juifs qui restaient encore dans ce pays après l'Holocauste nazie. La persécution antisémite oblige près de 20 000 d'entre eux à émigrer. En émigrant, ils se voient déchus de leur citoyenneté polonaise.

Le désastre est tel qu'en décembre 1970, quand les travailleurs se soulèvent dans les villes de la Baltique, les étudiants ne s'en solidariseront pas. Pas un seul intellectuel démocrate ne protestera contre le massacre des ouvriers de Gdynia.

Il faudra attendre les émeutes de 1976 et la création du Comité de défense des ouvriers (KOR), qui s'organise pour prêter une assistance morale, financière et juridique, aux victimes de la répression, pour que cette coupure entre travailleurs et intellectuels s'estompe. Après viendront 1980 et la naissance de Solidarité...

5 mai 1988



MAI DAKAROIS

EN FEVRIER 1988 la jeunesse sénégalaise et une partie de la population envahissaient les rues de Dakar et de quelques autres villes pour dénoncer la fraude électorale et réclamer le changement. Vingt ans plutôt en mai 1968 les mêmes scènes se déroulaient au Sénégal. Entre ces deux événements il y a eu la crise économique et sociale, l'appauvrissement des campagnes, la répression, l'incapacité du pouvoir à sortir le pays de sa dépendance. L'opposition sénégalaise demeure toujours très faible, sans réel projet stratégique et surtout sans capacité à organiser durablement la population laborieuse. Mais en 1988 comme en 1968 la coupe fut trop pleine pour que les vieilles ficelles démagogiques puissent atténuer le mécontentement.

Claude GABRIEL

EN VINGT ANS pourtant, bien des choses ont changé. En 1968 la jeunesse rêvait d'une autre indépendance nationale.

Cela fait vingt ans maintenant que le néo-colonialisme modifie le pays, ses institutions et sa formation sociale. Le Sénégal a beaucoup changé même si le pouvoir de l'impérialisme est resté le même. En Mai 1968, à Dakar aussi, il y eut sans doute un carrefour possible pour l'Histoire.

Les années soixante constituèrent pour l'Afrique noire un prodigieux tournant historique. Ce fut au début de cette décennie que la plupart des pays accédèrent à l'indépendance. Ce passage à la souveraineté se fit cependant dans des conditions tout à fait spécifiques. Il s'agissait en partie d'un choix calculé de l'impérialisme, cherchant à intégrer le plus rapidement possible les courants nationalistes dans des projets néo-coloniaux correspondant aux besoins nouveaux du capitalisme contemporain.

Tout ceci ne se fit pas sans difficultés et sans heurts. Les années soixante furent celles de l'exacerbation des conflits et non de leur résorption. C'est d'abord la guerre civile dans l'ex-Congo belge (aujourd'hui Zaïre), attisée par la sécession katangaise fomentée, entre autres, par l'Union minière. Puis ce fut le début des révoltes des populations du Nord-Tchad, n'acceptant pas l'autorité d'un pouvoir "national" mis en place au Sud, par les Français. Puis la sécession biafraise au Nigéria, soutenue par les Français et les Portugais, pour cause notamment de pétrole.

A cette même époque les mouvements nationalistes des colonies portugaises, ceux d'Erythrée et de Rhodésie (aujourd'hui

Zimbabwe) s'orientent vers la lutte armée. Le verbe radical et le populisme anti-impérialiste caractérisent les régimes de Nkrumah au Ghana, de Sékou Touré en Guinée, de Modibo Keita au Mali et de Nyerere au Tanganika (aujourd'hui Tanzanie).

Bien que 1968 se situe au cœur d'une période de remodelage de l'espace socio-économique africain, la pensée politique de la jeunesse et de l'intelligentsia radicale reste encore très marquée par une solidarité continentale. Les Etats néo-coloniaux n'ont pas encore réussi à briser cet élan (ce qu'ils réussiront à faire par la suite).

Il n'y a pas encore de rupture de continuité entre les jeunes scolarisés de l'époque et la génération des luttes d'émancipation nationale. Lorsque Nkrumah tombe en 1966 c'est la consternation. L'événement est vécu comme une défaite de toute la gauche nationaliste africaine.

Une première indépendance

Le Sénégal est indépendant le 20 juin 1960 dans le cadre de la Fédération du Mali avec l'ex-Soudan français. Tout au long des années qui suivirent l'indépendance, le pays connaîtra des crises politiques qui illustreront fort bien la précarité de ces régimes fraîchement mis en place.

Le Sénégal, qui passe pour être l'un des pays les plus stables du continent, n'échappait pourtant pas aux contradictions de son passage ambigu à l'indépendance. Le régime, comme tous ses semblables, se devait de jouer sur un certain registre nationaliste et se présenter comme l'expression de la Nation tout entière.

Ainsi, à peine deux mois après l'indépendance, la Fédération du Mali

écclate et l'ex-Soudan devient un Etat séparé sous le nom de Mali. Puis en Décembre 1962 le Chef du gouvernement sénégalais, Mamadou Dia, jugé trop nationaliste par le Président Leopold S. Senghor, est mis à l'écart et condamné à la prison à vie.

En Mars 1963, à l'occasion des élections législatives le Parti du Rassemblement Africain (PRA) réussit d'importants meetings en opposition à la politique gouvernementale. Le pouvoir s'inquiète, emprisonne ses principaux dirigeants et réprime très sévèrement une manifestation (1).

Le 28 février 1966 alors qu'on apprend la fin du régime de Nkrumah au Ghana, renversé par un putsch, les étudiants de Dakar envahissent les ambassades des Etats-Unis et de Grande-Bretagne. Le pouvoir dissout les deux principales organisations d'étudiants (2).

En Avril de la même année, en plein festival des Arts nègres de Dakar - opération de prestige du "poète-Président" -, l'université entre en grève. C'est sur ce fond de démagogie culturelle que Senghor se permet de fermer le campus et de renvoyer dans leurs pays tous les étudiants africains de Dakar.

La percée de la jeunesse scolarisée

Le système scolaire sénégalais reflète la soumission néo-coloniale : "dictature" de la francophonie, équivalence des diplômes avec ceux de l'ancienne métropole, cursus universitaires qui passent plus ou moins par un séjour dans les universités françaises, main-mise du corps professoral français sur les lycées et les facultés sénégalaises au titre de la "coopération".

L'inadéquation du système scolaire est total (et le reste encore aujourd'hui). En 1967 le taux de réussite aux examens était de 44% pour les étudiants sénégalais et de 77% pour les étudiants français de Dakar (3).

L'arrogance du pouvoir est proportionnelle aux promesses déçues de l'indépendance. La crise politique affecte tous les courants qui, nés dans le combat contre le colonialisme, n'ont plus de stratégie pour la nouvelle situation. Mais dans le même temps des milliers de jeunes Sénégalais accèdent pour la première fois à la scolarité, voire à l'université et aux classes supérieures des lycées. Des solidarités se nouent sur le campus avec les étudiants d'autres pays africains. Beaucoup de pays n'ont en effet pas encore d'université ; celle de Dakar leur ouvre ses portes.

Le mouvement étudiant de Dakar ne désarme pas devant les menées de Senghor. Il se nourrit en partie d'une tradition

1) Il y aurait eu officiellement 5 morts.

2) L'Union générale des étudiants sénégalais (UGES) et l'Union générale des étudiants d'Afrique de l'Ouest (UGEAO).

3) Très vite la communauté française du Sénégal va s'accroître, événement paradoxal de l'indépendance. Ils seront près de 50 000 au début des années 1980.

sénégalaise plutôt exceptionnelle en Afrique noire francophone, celle d'un héritage intellectuel et d'une plus grande ouverture sur le monde. Dakar est de ce point de vue et à cette époque une ville africaine à part. L'intelligentsia y existe et anime les divers partis nationalistes ou marxistes de l'endroit (4).

Opposition de gauche et syndicats

Cette opposition a encore les moyens, en 1968, de faire le lien entre le milieu étudiant et le mouvement syndical. Ce dernier est alors principalement constitué par l'Union nationale des travailleurs sénégalais (UNTS) qui fut dans la période coloniale la section sénégalaise de l'Union générale des travailleurs d'Afrique noire et qui, à ce titre, fut dans le camp des plus chauds partisans de l'indépendance.

En 1968, l'UNTS est déjà sous la pression du régime et sa direction se compromet de plus en plus avec le parti au pouvoir (5). Mais dans les rangs syndicaux la gauche résiste et conserve une réelle influence. Le 1er Mai 1968 le cortège officiel de l'UNTS est débordé par une partie de la manifestation. Les militants crient des slogans contre la vie chère et le régime, avant de finir en meeting à la Bourse du Travail.

Le 27 mai à la suite d'une grève générale des étudiants et des lycéens, l'armée intervient sur le campus faisant officiellement plusieurs morts. L'épreuve de force se dessine peu à peu. Solidaires des jeunes, les quartiers populaires entrent en effervescence. Des manifestations se dirigent vers le "Plateau", le quartier des affaires, des Blancs et de la Présidence. L'armée s'interpose ; le couvre-feu est décrété.

Il y aura 2 500 arrestations. L'université est à nouveau fermée et les étudiants africains, non sénégalais, une nouvelle fois renvoyés chez eux. L'armée française, dirigée par le trop célèbre Bigeard, vieux routier des guerres d'Indochine et d'Algérie, a occupé tous les points stratégiques (6).

Un communiqué officiel explique que *"le parti de la subversion, au service de l'étranger, est passé à l'action en attaquant des magasins et en brûlant des voitures et des immeubles. Les forces de l'ordre ont reçu l'autorisation de faire usage de leurs armes et de tirer à vue sur les incendiaires et les pillards"*.

La grève générale appelée pour le 31 mai est déclarée illégale et un ordre de réquisition est imposé à l'ensemble de la Fonction publique.

Ces quelques jours d'émeutes ont profondément inquiété les ambassades occidentales. Le Sénégal est considéré comme un des maillons décisifs du contrôle politique et militaire du continent. Les difficultés de son régime entrent en réson-

nance avec la crise qui sévit alors en France et singulièrement à Paris. Les institutions sénégalaises ne sont que l'ombre portée du contrôle français sur le pays. Le pouvoir y est d'autant plus faible que le grand frère est lui-même en difficulté.

Il n'y a pas eu à proprement parler de mimétisme des étudiants sénégalais de Dakar par rapport aux événements français, tout au plus un encouragement à la lutte et à l'affrontement de rue. Le Mai dakarois n'a pas été un écho du Mai français : pratiquement simultanément ses deux mouvements trouvent éventuellement une partie de leurs déterminations dans les luttes révolutionnaires du tiers-monde qui concernent directement la jeunesse africaine et mobilisent l'extrême-gauche française.

Il est tout au plus symbolique que Paris et Dakar, la capitale de la puissance dominante et celle du pays dominé,



soient, en même temps, le théâtre de soulèvements de masse.

Mais par contraste quel incroyable aliénation de souveraineté du côté du régime qui singe le pouvoir gaulliste, lui emprunte jusqu'à son vocabulaire et sa démagogie au moment même où la rue est gardée par la troupe française. A peine remis des émeutes, Senghor prononce un discours grotesque appelant les Sénégalais à *"se détourner de la sombre réalité du*

moment", pour *"se mobiliser en faveur de l'horizon 2 000"*... Une pensée millénariste, cherchant le symbole qui puisse troubler les esprits. Une démagogie parfaitement paternaliste, qui comme pour tous les autres régimes africains, cherche à présenter le Président comme le seul intermédiaire entre le peuple et le monde des Blancs, entre le pays et le développement économique futur. De cette rhétorique qui fait appel aux soumissions du passé, Senghor en usera et en abusera tout au long des années qui suivront afin de justifier ses propres contradictions de politicien noir et d'intellectuel "blanc".

Ses dissertations sur la "négritude", à partir des années 60, cacheront difficilement ses capitulations devant l'institution oppressive de la francophonie (7). Triste aveu d'impuissance intellectuelle pour quelqu'un qui cherche à se présenter comme le porte-parole de la culture africaine non-aliénée.

La défaite de l'opposition

Derrière la fadeur des mots se dissimulait cependant un projet politique autrement plus cynique. Un projet de corruption et d'intégration des élites par le truchement des prébendes du pouvoir. En 1966 déjà le PRA, parti d'opposition, se sabor-dait et intégrait l'UPS.

Après 1969, Senghor répètera la même opération à grande échelle. La gestion privée des biens publics qui caractérise tous les régimes africains de ce type permet d'élargir la base du pouvoir en intégrant tous les opposants, potentiels ou déclarés, dont les convictions demeurent parfois incertaines... Senghor, ce faisant, réussira à affaiblir considérablement l'opposition sénégalaise en attirant nombre d'anciens dirigeants étudiants, de figures intellectuelles, de dirigeants syndicaux et de marxistes divers (8).

Fort de cet apparent consensu-s il pourra alors faire entrer l'UPS dans l'Internationale socialiste, avec le patronage du Parti socialiste français (9). Les restes de l'opposition persévéreront dans la clandestinité. Malgré sa Constitution, le Sénégal était devenu, *de facto*, et pour quelques années un pays de parti unique. ■

11 mai 1988

4) Parmi ces partis mentionnons le Parti africain de l'indépendance (PAI) qui était très lié au parti communiste français et pour cela farouchement partisan des thèses soviétiques. Une petite scission maoïsiste suivit le conflit sino-soviétique. Le PAI a donné naissance aujourd'hui à trois formations politiques, le PAI proprement dit de Mahjout Diop, la ligue démocratique et le Parti de l'indépendance et du travail.

5) Le parti de Senghor est l'Union progressiste sénégalaise (UPS). L'UNTS sera finalement dissoute et remplacée par un syndicat totalement lié à l'UPS, la CNTS.

6) A l'époque il y avait aussi un fort contingent de militaires français intégrés dans l'armée sénégalaise en

plus de la garnison strictement française. Encore en 1988 il y a à Dakar une base française avec quelques centaines de militaires.

7) Aujourd'hui Senghor a repassé le pouvoir à Abdou Diouf qui fut son Premier ministre. Il est devenu membre de l'Académie française.

8) En mars 1969 il y eut à nouveau une forte effervescence des lycées et facultés dont le régime profitera pour achever la répression commencée en 1968.

9) La direction du PS français alla jusqu'à faire des écoles de formation à Dakar pour des cadres du parti sénégalais, bons bourgeois corrompus. L'UPS deviendra le Parti socialiste sénégalais.

TOUT LE MOIS DE FEVRIER des combats se poursuivent à travers le pays. Une deuxième vague de combats touche, en mai, 119 centres urbains et bases militaires. Lors de la troisième vague, en août-septembre, les forces de libération s'attaquent plus systématiquement aux installations américaines. Mais c'est bien en février que le gros de l'offensive du Têt 1968 s'est déroulé.

L'effort consenti par les forces de libération durant cette année charnière, est considérable. Pourtant, devant la puissance de feu américaine, la vague révolutionnaire reflue. Les Etats-Unis bénéficient, au Sud-Vietnam, du monopole absolu de l'aviation, d'un avantage considérable en armement lourd, artillerie et blindés. Les porte-avions, qui croisent au large, sont hors d'atteinte. Un repli s'amorce. La victoire n'est pas encore pour cette fois. Il faudra sept ans de plus, et combien de pertes, pour que la révolution l'emporte finalement.

Aux Etats-Unis, le choc est terrible. Malgré les informations recueillies avant le déclenchement de l'offensive, le commandement et le gouvernement américains n'ont su ni la prévenir, ni en prévoir l'ampleur. Le régime sud-vietnamien et l'armée saïgonnaise font piètre figure. Les combats se déroulent devant les caméras de télévision. Les images de mort, instantanées, pénètrent les foyers. Le mouvement anti-guerre prend, aux Etats-Unis, un essor nouveau. Le sentiment anti-guerre devient véritablement un facteur politique majeur.

L'heure de la solidarité

Dans le monde, l'heure est à la solidarité avec le peuple vietnamien. La jeunesse radicalisée dénonce, de Mexico à Paris, l'intervention américaine. La réalité de la domination impérialiste apparaît sans fard, dans la mise en œuvre de cette guerre destructrice, massive et technologique, contre un peuple pauvre qui lutte pour son droit à l'autodétermination. La résistance est héroïque, la justice est de son côté. Plus encore, la victoire apparaît dorénavant possible, même si elle s'éloigne à nouveau en mars. Le Têt 1968 galvanise dans bien des pays les secteurs radicalisés et contestataires de la jeunesse. Un coup de fouet est donné aux mobilisations qui annoncent le Mai 68 français. Très symptomatiquement, c'est au cri de "Ho, Ho, Ho Chi Minh - Che, Che, Guevara" que nos manifestations prennent le pas de course.

Les pourparlers de Paris commencent entre Vietnamiens et Américains. Mais il ne s'agit encore que de poursuivre dans l'arène diplomatique le combat en cours sur le terrain politique et militaire. Les véritables négociations s'amorceront quelques années plus tard. Elles déboucheront sur les Accords de 1973 et le retrait des forces américaines du Vietnam.

L'offensive du Têt est l'un des très grands événements politiques et militaires

de ces dernières décennies, et c'est aussi l'un des plus complexes. Pour les "déçus" de 1968 et du Vietnam, comme pour les intellectuels de la nouvelle droite, elle relève pourtant simplement du "mythe" révolutionnaire, voire de la création médiatique. Si la télévision n'avait pas été sur place, soupire un Kissinger (3), le cours de la guerre du Vietnam aurait pu être changé.

Pourtant, tout particulièrement en ce cas, les médias n'ont pas créé l'événement. Ils n'ont même pas pu l'amplifier, tant il était important en lui-même. Ils l'ont simplement révélé, au monde et à la population américaine - au grand dam de Washington, d'un gouvernement dit démocratique dont la politique étrangère tenait à sa capacité de mentir librement à ses électeurs. Les médias n'ont pas inventé l'horreur de l'agression impérialiste, ils n'ont même probablement jamais pu la transmettre dans sa réalité profonde, vécue.

Une guerre injuste

Si l'opinion publique s'est ainsi retournée chaque fois davantage contre la sale guerre au Vietnam, ce n'est pas le fait d'une agitation artificielle, entretenue par les journalistes de télévision. C'est parce que trop de soldats américains mouraient ; c'est parce que l'offensive du Têt montrait qu'après des années d'intervention militaire, la victoire des Etats-Unis était plus éloignée que jamais. Cette guerre injuste n'avait pas de fin.

Loin du mythe, les événements vietnamiens de 1968 furent un révélateur. Dans leur complexité, ils mettaient à jour bien des traits essentiels du monde contemporain - bien plus encore que nous n'étions à même de le comprendre il y a vingt ans, alors que nous nous mobilisions en défense de cette lutte de libération exemplaire.

Nous avons perçu à l'époque, encore que probablement trop superficiellement, ce que révélait le Têt 1968 quant à la limite de la puissance américaine et quant au potentiel extraordinaire d'une résistance populaire. La révolution vietnamienne avait déjà, dans les années 50, été de celles qui avaient mis en échec les grandes puissances impérialistes classiques, comme la France et la Grande-Bretagne. La victoire de la révolution cubaine, en 1959, avait jeté un formidable défi au nouveau gendarme du monde capitaliste, les Etats Unis, incapables d'imposer leur loi au régime castriste, établi au large de leurs côtes.

La révolution vietnamienne est, dans les années 60, l'une des premières à subir de plein fouet l'effort de guerre contre-révolutionnaire déployé par Washington en réponse au défi cubain. Derrière la présence française, l'intervention américaine au Vietnam avait commencé fort tôt, bien avant 1954. Depuis 1961, les conseillers américains menaient leur "guerre spéciale". Mais c'est en 1965 que l'escalade militaire américaine commence

68-8
VI

L'OFFENSIVE DU TÊT

VIETNAM, 1968. Le 31 janvier, les forces de libération attaquent près de 100 villes et villages, détruisent 1000 soldats américains, prennent 1000 prisonniers, et conquièrent 36 des 44 capitales de provinces locales. Trois semaines durant, on s'attaque à la base de la marine américaine dans le sanctuaire de l'ambassade de Hanoi. Les armées locales se trouvent gênées dans cette offensive sans précédent. Le 31 janvier, l'armée américaine dans le Sud, envergure autour de la base de Kien Giang, démarcation entre le Sud et le Nord Vietnam, est conquise par l'Armée populaire. Jusqu'au 24 février. Les Américains perdent le contrôle de l'ancienne citadelle impériale. Les bombes américaines détruisent 80 % de cette citadelle.

Pierre R



NSIVE TET

nsive du Têt (1) commence. Les que simultanément les positions lles de la moitié sud du pays (2), e, ainsi que dans 64 autres centres e bat au cœur de Saïgon, jusque de américaine, partiellement ionnaire. Les sapeurs et les forces lement en première ligne, dans forces régulières engagent, pour s un combat frontal de grande e Sanh, non loin de la ligne de rd du pays. Hué, dans le Centre populaire. La bataille de Hué dure s ne réussissent à reprendre le ériale qu'après avoir détruit sous déments ille symbole.

DUSSET



véritablement avec l'engagement total des forces aériennes sur le théâtre de guerre indochinois et le débarquement, au Sud-Vietnam, d'un corps expéditionnaire qui atteint rapidement 550 000 hommes.

Avec tous les moyens dont il dispose, Washington engage au Vietnam une véritable partie de bras de fer. Il s'agit avant tout de rétablir la crédibilité de la puissance américaine, douloureusement mise à mal par la lamentable expédition de la Baie des cochons, à Cuba, en 1961. Au fil des ans, l'épreuve vietnamienne devient une pièce maîtresse de la politique mondiale des États-Unis. Et c'est un échec, précisément annoncé par l'offensive du Têt en 1968.

Une partie de bras de fer

L'échec commence au Vietnam même. Malgré la gravité des coups portés aux forces populaires, la machine de guerre américaine ne parvient pas à briser l'ossature de la résistance ; un parti communiste et un mouvement de libération enracinés dans le terreau national et social du pays. Aidée par plusieurs décennies d'expérience, la résistance démontre sa durée et sa mobilité. Elle s'adapte aux nouvelles conditions tout en poursuivant un combat prolongé. Elle garde l'initiative stratégique, reprend régulièrement l'initiative tactique - et ce, sur les terrains politique, militaire, et bientôt diplomatique. Pour Washington, il n'y a pas de victoire militaire possible dans ces conditions.

En revanche, l'impérialisme américain se retrouve prisonnier des moyens même qu'il met en œuvre au Vietnam. Il lui faut protéger le corps expéditionnaire et l'armée saïgonnaise, réduire des pertes politiquement insupportables, tout en assurant le contrôle du territoire au risque de s'offrir aux coups de l'ennemi. L'armée contre-révolutionnaire se retrouve en posture statique. Le gouvernement américain dépend de plus en plus d'une technologie lourde et d'un régime corrompu, qu'il nourrit et qui reste plus préoccupé de ses luttes de fractions intestines que de la conduite du combat contre le communisme. Washington porte à bout de bras un effort de guerre de plus en plus coûteux et une économie sud-vietnamienne de plus en plus artificielle. Cercle vicieux. Il n'y a pas de victoire politique possible face à la révolution, dans de telles conditions. C'est l'impasse.

La "vietnamisation"

L'échec vietnamien devient, pour le gouvernement américain, un échec national et international. C'est avec l'offensive du Têt que la bourgeoisie, la classe politique et la caste militaire américaines commencent à prendre conscience des limites de leur puissance (4). Les ressources américaines ne sont pas inépuisables. La poursuite de l'effort de guerre entre en

contradiction avec les besoins de l'économie, alors que s'annoncent la crise du dollar et la fin de la période d'expansion. Les milieux d'affaires s'inquiètent. La concentration des efforts militaires au Vietnam met en cause le déploiement mondial des forces américaines - de l'Europe au Moyen-Orient, de l'Océan indien au Pacifique Nord - et freine, faute de moyens financiers, la modernisation des armes. Quand la Corée du Nord arraisonne un navire espion américain, Washington ne peut réagir. Le Pentagone se divise. Le coût humain - en vies américaines s'entend - devient inacceptable pour la population. C'est en 1970 que le sentiment anti-guerre atteint son point le plus élevé aux États-Unis. Les politiciens s'affolent.

Or, la politique de "vietnamisation" de la guerre, qui vise après 1968 à remplacer les morts américains par des morts vietnamiens, exige des investissements matériels massifs. De nouveau, le cercle vicieux.

Il faudra encore plusieurs années pour que l'évidence s'impose à Washington : il faut négocier, en espérant encore éviter la défaite, mais en sachant déjà que la victoire est impossible. C'est bel et bien le Têt 1968 qui commence à révéler cette double réalité : les limites des ressources du plus puissant des impérialismes - et l'importance des ressources dont peut bénéficier une résistance à la fois populaire et nationale. Vieille vérité certes, mais qu'il fallait réactualiser. Ce sont les peuples d'Indochine qui ont dû et su asséner cette démonstration à l'heure où la Maison Blanche voulait imposer la *Pax Americana* au monde entier. Ils ont payé, pour ce faire, un prix très lourd.

Un éventail d'objectifs

L'offensive du Têt révélait aussi ce prix, et les difficultés nouvelles de la lutte révolutionnaire. Cela, nous l'avions moins bien perçu à l'époque. Nous savons qu'"à l'heure des brasiers, il ne faut voir que la lumière". Il n'en reste pas moins important de réfléchir sur les problèmes des révolutions contemporaines, avec leurs recoins obscurs et les contradictions auxquelles elles doivent faire face.

C'est en janvier 1968 que le Bureau politique du Parti communiste du Vietnam

1) Le Têt est le nom du nouvel an vietnamien qui se tient environ un mois après le nouvel an chrétien.

2) Rappelons que de 1954 à 1975, le Vietnam a été divisé en deux par une "ligne de démarcation" séparant au Nord le territoire contrôlé par la République démocratique du Vietnam (RDVN), révolutionnaire et, au Sud, le territoire contrôlé par la République du Vietnam, régime néo-colonial. Les forces américaines ont pris, durant cette période, la succession des forces françaises dans la partie méridionale du pays.

3) L'un des principaux artisans de la politique étrangère américaine durant ces années de guerre, et le chef de la délégation américaine aux négociations de Paris.

4) Le dernier livre de Gabriel Kolko présente une analyse très riche et intéressante de l'évolution globale de la guerre du Vietnam et de la politique américaine : "Vietnam, Anatomy of a War 1940-1975", Allen & Unwin, London, Sydney, 1986.

(PCV) a pris la décision ultime d'engager l'offensive du Têt. Elle devait être un point tournant dans la guerre, infléchissant qualitativement son cours. La direction du Parti gardait prudemment un éventail assez ouvert d'objectifs, allant d'une hypothèse "haute" (l'ouverture d'une "brèche" permettant ultérieurement une victoire rapide), à une hypothèse "basse" (proche de ce qui s'est passé, avec l'ouverture d'une crise politique aux Etats-Unis, doublée de contre-offensives militaires dures de la part de Washington, annonçant un processus combiné de combats et négociations). Le résultat de l'offensive du Têt n'était pas donné d'avance. La situation changeait rapidement depuis 1965, et les possibilités réelles devaient être testées dans le cours de la lutte elle-même. Le gros des forces régulières devait rester mobile, le temps d'évaluer l'évolution des combats. Pour obtenir l'effet maximum, des soulèvements insurrectionnels devaient se combiner avec les offensives proprement militaires, et ce tout particulièrement dans les villes. Dans cette perspective, le rôle de l'infrastructure politique urbaine, clandestine, était décisif (5).

L'importance accordée aux soulèvements insurrectionnels et à la combinaison de toutes les formes de lutte est grande, dans la pensée politico-militaire vietnamienne. Cela tient aux traditions héritées du Komin-tern et, surtout, à l'expérience fondatrice de la révolution d'Août 1945 et à l'enracinement ultérieur d'une guérilla dans des zones de population dense, parfois limitrophes de la métropole saïgonnaise elle-même, comme dans le bastion révolutionnaire de Cu Chi (6).

Des problèmes sont apparus au début de l'offensive du Têt 1968 (les forces régulières n'ont pas pu évoluer aussi librement que prévu dans la région saïgonnaise). Néanmoins, nombre d'objectifs assignés ont été atteints, sauf un, majeur : il n'y a pas eu de mouvements insurrectionnels à Saïgon. Quant au coût de l'offensive, il a été très élevé. Les pertes ont été lourdes. L'appareil politique clandestin est apparu au grand jour pour tenter d'organiser la population.

De lourdes pertes

De nombreux cadres survivants ont dû quitter leurs zones d'implantation traditionnelle, une fois le repli militaire amorcé, par peur de la répression. Cette dernière a néanmoins pu frapper durement les militants, dans les mois et années qui ont suivi. L'organisation saïgonnaise, déjà limitée en 1968, s'en est trouvée dangereusement affaiblie. Plus généralement, la révolution a temporairement perdu, après l'offensive, le contrôle d'une partie de son territoire antérieur. En 1969, ni la révo-

lution, ni la contre-révolution ne sont à même de prendre véritablement l'initiative, à l'échelle nationale. Toutes deux doivent réorganiser leurs forces. Le bilan ultime de l'offensive du Têt dépend donc pour une part importante de la façon dont les adversaires vont réagencer leurs forces, utilisant leurs points forts et corrigeant leurs points faibles. Fin 1968, le succès ou l'insuccès de l'offensive du Têt n'est pas encore véritablement déterminé. C'est le PCV qui saura assimiler le plus vite les leçons de l'expérience et regagner ainsi l'initiative. Sa pensée politico-militaire, probablement la plus riche dans les mouvements de libération, continue d'évoluer. Les offensives de 1972 et 1975 en témoigneront.

Le Têt est bien une victoire et une victoire clef pour l'avenir du combat de libération. Mais le prix en est effectivement très élevé. Il se fait sentir aujourd'hui encore, notamment dans l'affai-

nemi, comment organiser dans ces conditions un mouvement insurrectionnel ?

Les conditions politiques ont dû peser aussi. L'organisation du front de libération dans la capitale n'était probablement pas assez forte pour vaincre seule, les forces régulières ne pouvant percer les défenses américaines. Enfin, le pays se transformait socialement et politiquement, labouré par une guerre de plus en plus terrible, par les déportations de population, les mesures sociales contre-insurrectionnelles, les bouleversements économiques.

L'offensive à Saïgon

L'offensive du Têt 1968 se déclenche à un moment où le Sud-Vietnam est en mutation, avant que la direction du PCV ait vraiment conscience de la profondeur de ces transformations. Il semble qu'en fait, elle ne prenne pleinement la mesure

du problème que bien après la victoire de 1975. Dans ce pays remodelé par une guerre moderne d'une intensité et d'une durée sans précédent, la cohésion sociale des milieux populaires de Saïgon a été progressivement minée, rendant d'autant plus problématique l'auto-activité révolutionnaire de masse, d'autant plus difficile le travail d'organisation.

Les années passant, ce problème allait s'aggraver ; mais l'expérience du Têt 68 révélait déjà son importance. La plupart d'entre nous n'a pas su, alors, la percevoir. Nous analysions certes d'un œil indépendant l'histoire du Parti communiste vietnamien. Mais nous portions un regard encore ingénu sur la révolution. Nous percevions l'énergie presque incroyable d'une telle résistance victorieuse. Nous ne sentions pas vraiment ce qu'avait d'épuisant ce combat, poursuivi durant plusieurs décennies, avec des ressources matérielles si inégales. Nous n'avions pas encore suffisamment appris à rechercher des leçons dans les diffi-

cultés et les échecs.

Avec le recul du temps, le Têt et ses suites, par les questions qu'il soulève, s'impose comme une extraordinaire leçon d'initiative et de réalisme révolutionnaires. Un ensemble d'expériences qui mériteraient d'être étudiées à nouveau, à l'aide de la documentation aujourd'hui disponible sur le Vietnam et des enseignements des révolutions ultérieures. Pour beaucoup d'entre-nous, il a notamment fallu du temps pour comprendre l'impor-



blissement de l'appareil de cadres enracinés et expérimentés. Cela a évidemment pesé lourdement dans les processus de bureaucratisation qui se sont exprimés au lendemain de la victoire de 1975.

Un débat, parfois sévère, se déroule au sein du PCV pour savoir s'il n'aurait pas été possible d'obtenir, en 1968, les mêmes résultats à un moindre coût, notamment en arrêtant beaucoup plus tôt l'offensive.

Comment expliquer l'absence de mobilisation de masse, à Saïgon, en février 1968 ? Par le déluge de feu, d'abord. Les forces américaines ont utilisé toute la puissance de leur armement, sans se préoccuper des civils. Avant une victoire militaire des forces de libération, paralysant au moins momentanément le tir en-

5) Notons qu'en l'absence d'une documentation suffisante, une partie de cette description garde un caractère hypothétique.

6) La zone de Cu Chi est devenue célèbre pour son extraordinaire réseau de tunnels qui permettait à la résistance armée d'agir jusque dans les arrières ennemis.

tance du terrain d'action diplomatique, ouvert par l'offensive de 1968.

Nous savions que l'impérialisme américain allait utiliser les veuleries bureaucratiques de Moscou, ainsi que les bouleversements de la Révolution culturelle maoïste et le conflit entre la Chine et l'URSS, pour tenter d'isoler davantage les révolutions indochinoises. Nous savions à quel point le PCV cherchait à préserver son indépendance d'action internationale, décidé qu'il était à ne plus se retrouver dans la position subordonnée qui lui fut imposée lors des négociations de Genève en 1954 (7). Nous reconnaissons le droit absolu à ceux qui combattent de déterminer les compromis qu'ils peuvent juger nécessaires. Nous avons su éviter deux erreurs majeures. La première était celle qui conduisit certaines composantes de la solidarité à confondre leur rôle avec celui d'un entremetteur.

Deux personnalités du mouvement anti-guerre aux Etats-Unis, notamment, s'engageaient directement sur le terrain diplomatique, cherchant à proposer des formules de compromis acceptables à la fois par Washington et les Vietnamiens et ce, alors que ces derniers ne voulaient pas s'engager concrètement, jugeant que la situation ne le permettait pas encore. Nous avons compris que le rôle de la solidarité était autre : créer les meilleures conditions pour une victoire la plus rapide et la plus complète possible (quitte, comme fin 1972, à répondre activement à un appel des Vietnamiens pour appuyer une initiative diplomatique concrète). La détermination d'éventuels compromis (qui sont au cœur de toute négociation) est en effet de la responsabilité unique de ceux qui combattent, eux seuls pouvant juger de la réalité des rapports de force qui conditionnent les choix diplomatiques.

Nous n'avons pas suivi non plus, ceux qui voyaient dans la politique de négociation des Vietnamiens une preuve de leur volonté de capitulation - perception dangereusement erronée défendue notamment par une minorité dans notre propre mouvement, à partir d'une analyse profondément incorrecte de la nature du Parti

communiste du Vietnam. Nous n'avons donc pas vu, dans le déblocage des pourparlers de Paris en 1972-1973 un signe de recul de la lutte, mais au contraire une avancée du combat révolutionnaire.

Nous jaugions pourtant avec difficulté les contraintes propres de l'action diplomatique en période défensive. Echaudés par de douloureuses expériences passées du mouvement ouvrier, nous restions en ce domaine un tant soit peu gauchistes. Nous n'avions étudié que trop partiellement l'expérience fondatrice de la révolution russe. La négociation russo-allemande de Brest-Litovsk en 1917-1918 - négociation éclatante de toute diplomatie secrète - nous cachait les problèmes posés par celle de Rapallo, en 1922, où la diplomatie secrète occupait une place centrale. L'expérience vietnamienne de 1968-1973 a été pour beaucoup d'entre nous, l'occasion d'étudier pour la première fois les données du combat dans l'arène internationale dans toute leur complexité, ce qui nous a, par exemple, aidés à mieux analyser l'action, en ce domaine, des Sandinistes, après la victoire de la révolution nicaraguayenne.

Nous n'avons, ceci dit, jamais été "gauchistes" sur le terrain de la solidarité militante internationale.

Radicalisation de la jeunesse

La solidarité internationale et le mouvement anti-guerre aux Etats-Unis étaient indispensables à la victoire des révolutions indochinoises. Les renforcer était un devoir, un impératif. La lutte des peuples indochinois a, de son côté, joué effectivement un rôle exemplaire qui a aidé à l'émergence de nouvelles générations révolutionnaires dans le monde. Elle a aussi ouvert une brèche qui a facilité les luttes de libération, des anciennes colonies portugaises d'Afrique, et au Nicaragua.

La solidarité internationale a toujours été en deçà des exigences de la situation et l'on peut dire que l'Indochine révolutionnaire a, de fait, plus donné au monde, par son combat, qu'elle n'a reçu d'appuis internationaux. L'aide soviétique et l'aide chinoise ont certes joué un rôle important. Mais elles n'ont jamais été à la hauteur des enjeux et des besoins - pire encore, elles se sont accompagnées de pressions inacceptables. La mobilisation du mouvement ouvrier, dans les pays impérialistes, a été tardive, trop fragile, par la faute avant tout des directions réformistes.

En France même, l'explosion de Mai 1968, en centrant l'attention de tous sur les luttes politico-sociales nationales, a brisé la continuité des mobilisations de solidarité à un moment pourtant crucial. Les organisations d'avant Mai (comme le Comité Vietnam national - CVN -) ont pratiquement cessé d'exister. Il fallu relancer, à contre-courant, un nouveau mouvement, le Front Solidarité Indochine (FSI), en 1969-1970. Nous avons été de ceux, avec notamment des personnalités



intellectuelles militantes, qui ont, les premiers, permis ce renouveau de l'action internationaliste.

Tout le temps perdu sur le terrain de la solidarité internationale, tous les attermoissements criminels, toutes les divisions se sont payées cher en Indochine : par des années de guerre, de destructions, d'épuisement supplémentaires. Les "déçus du Vietnam" ne devraient pas l'oublier !

De même, les guerres sino-indochinoises de 1978-1979, aux effets désastreux dans la région comme sur le plan international, ne doivent pas effacer la leçon d'internationalisme que fut l'Indochine, pour la génération militante de 1968 (8). Les Vietnamiens avaient besoin d'une solidarité qui soit la plus dynamique et la plus large, qui soit capable de s'imposer par delà les rivalités et les querelles de partis et de chapelles. Ils le faisaient clairement savoir. Prêt à travailler en ce domaine avec tous, le Front national de libération avait besoin d'une solidarité sans conditions préalables, sans arrière-pensée. Ce fut, pour nous, l'apprentissage pratique d'une conception véritablement unitaire de la solidarité, à contre-courant de bien des sectarismes d'organisation : "Tout pour le Vietnam, tout pour l'Indochine".

Ce fut un apprentissage salutaire, toujours d'actualité - pour le Nicaragua, le Salvador, les Philippines, l'Afrique du Sud, pour bien d'autres luttes encore. Par delà le cynisme ou la fatigue désabusée de trop nombreux anciens militants de la génération de 1968, l'internationalisme est un "état d'esprit" d'il y a vingt ans qui mérite d'être préservé et réveillé aujourd'hui encore. ■

Avril 1988



7) En 1954, lors des négociations avec la France, Moscou et Pékin imposèrent une série de graves compromis aux forces révolutionnaires vietnamiennes, laotiennes et cambodgiennes.

8) Pour une réflexion sur la crise sino-indochinoise et la période postérieure à 1975, voir "La crise sino-indochinoise", résolution du XI^e Congrès mondial de la Quatrième internationale, novembre 1979, Inprecor numéro 196 du 13 mai 1985 et numéro 197 du 27 mai 1985.

LA SALE GUERRE

EN 1968, la télévision révèle au monde la profondeur du mouvement contestataire aux Etats-Unis : la fumée s'élevant des ghettos noirs après l'assassinat de Martin Luther King ; le doyen de l'université de Columbia détenu par les étudiants ; l'annonce-surprise par le Président Johnson qu'il se retirait de la course à la présidence ; l'assassinat de Robert Kennedy ; la répression policière des manifestants pacifistes à Chicago ; les athlètes noirs américains faisant le salut du "Black Power" sur le podium des Jeux Olympiques ; les concerts pacifistes devant les immenses assemblées de jeunes.

John BARZMAN

AU CŒUR de cette radicalisation, il y a la guerre du Vietnam et son impact matériel et idéologique. Cela fait plus de deux ans qu'il y a environ 500 000 soldats américains au Sud-Vietnam et que les bombardiers B-52 écrasent les villages et les rizières des zones libérées et le Vietnam du Nord. On commence à voir revenir les morts, les blessés et les anciens soldats traumatisés. Des millions de jeunes se demandent s'ils vont faire leur service militaire au Vietnam. Leurs familles s'inquiètent. L'inflation s'accélère : la production est canalisée vers le secteur militaire et des goulots d'étranglement surgissent ça et là.

Avec l'offensive du Têt, les victimes ne sont plus des chiffres annoncés chaque jour par l'Etat-major. On apprend des noms de bataille comme Khe Sanh. On voit des enfants brûlant au napalm à la télévision. L'immense dispositif militaire américain se révèle non seulement incapable de vaincre, mais susceptible d'effondrements comme celui qui a permis au Vietcong d'arriver à l'ambassade américaine à Saïgon. Le général américain Westmoreland réclame plus de troupes et plus de bombardements. Le président Johnson hésite.

Bien avant que les effets matériels de la guerre ne se fassent sentir à cette échelle, le mouvement anti-guerre avait démarré, en 1965, sur des bases "morales" : opposition à la violence chez les pacifistes et les forces religieuses comme les Quakers ; droit à l'auto-détermination des peuples chez les citoyens qui exigent que les Etats-Unis mettent leurs actes en rapport avec leurs idéaux proclamés ; solidarité avec les peuples de couleur chez les Noirs radicalisés ; anti-impérialisme conscient de la gauche.

Déjà, le 15 avril 1967, plus d'un demi-million de personnes manifestent contre la guerre à New York et San Francisco. A

mesure que l'information circule sur la torture et les atrocités, la conscience populaire s'éveille. Mais il faut plus d'un an et demi pour que les médias révèlent le terrible massacre de My Lai, le 16 mars 1968, au cours duquel toute la population d'un village, soit 799 hommes, femmes et enfants, sont froidement abattus par un détachement sous les ordres du lieutenant Calley.

La révolte étudiante

Après l'offensive du Têt, cette opposition se radicalise et devient de plus en plus massive. Une grève internationale des étudiants contre la guerre, le 26 et le 27 avril 1968, voit la contestation s'étendre des universités les plus en pointe, comme Berkeley et Madison, aux collèges techniques, agricoles, noirs et à ceux des petites villes, et surtout, aux lycées où des jeunes de 14 et 15 ans y prennent une part active.

Dans la foulée de cette grève internationale, les étudiants de Columbia, à New York, occupent cinq bâtiments et retiennent le doyen en otage. Ils protestent contre l'interdiction de manifester à l'intérieur des locaux universitaires, contre la condamnation de six étudiants qui avaient dénoncé les accords liant la recherche universitaire au Ministère de la Défense et donc à la guerre, et contre la destruction du quartier noir autour de l'université pour y créer des logements chics.

La grève dure sept semaines et regroupe, à son point culminant, 6 000 personnes représentées par des délégués à un comité de coordination. Un de ses dirigeants, Mark Rudd, l'explique ainsi : "Nous avons été élevés avec l'holocauste en Europe comme définition de l'enfer... (Lorsque nous avons appris ce que les Etats-Unis faisaient au Vietnam), nous avons compris que cela se passait dans notre vie. A juste titre, nous avons refusé d'être de 'bons Allemands'."

C'est aussi dans cet esprit que des centaines de jeunes brûlent leur carte de service militaire au cours des grands rassemblements contre la guerre.

Martin Luther King et le mouvement noir

Le 4 avril 1968, le dirigeant noir le plus représentatif, Martin Luther King, est assassiné à Memphis. King avait été l'apôtre de l'action de masse non-violente et de l'alliance avec les libéraux blancs. Il est éliminé au moment où il adopte des positions plus radicales. En effet, malgré les pressions énormes de l'establishment démocrate exigeant que le mouvement noir ne s'occupe que de droits civiques, King condamne la guerre du Vietnam lors de la mobilisation anti-guerre du 15 avril 1967.

Se tournant vers les travailleurs, il descend à Memphis soutenir une grève d'éboueurs noirs pour le droit syndical. Peu avant sa mort, il déclarait : "La révolution noire est bien plus qu'une lutte pour les droits des Noirs ; elle force l'Amérique à regarder en face tous ses défauts liés les uns aux autres — le racisme, la pauvreté, le militarisme et le matérialisme. Elle montre des maux profondément enracinés dans la structure même de notre société. Elle (...) suggère qu'une reconstruction radicale de la société est la véritable tâche à laquelle il faut s'atteler."

Quelques heures après sa mort, des révoltes spontanées éclatent dans les ghettos noirs de plus d'une centaine de villes américaines. Plus de 65 000 hommes de troupes sont mobilisés pour les réprimer, faisant 38 morts et 15 000 arrestations. L'assassinat de Martin Luther King semble confirmer que l'heure n'est plus à la négociation et à la non-violence, mais aux revendications "non-négociables" — un des termes favoris de l'époque — appuyées sur la mobilisation combative et même l'auto-défense armée.

Le nationalisme noir se développe : au cours des années qui suivent, les étudiants noirs occupent des bâtiments pour réclamer des bourses, des cours d'histoire noire, des enseignants noirs ; le Parti des Panthères noires organise des patrouilles pour surveiller la police ; des soldats noirs forment des cercles de lecture de Malcolm X ; des "groupes noirs" apparaissent dans les syndicats de l'automobile ; des associations de quartiers montent des cantines pour les écoliers noirs. Une évolution parallèle se dessine chez les militants chicanos, porto-ricains, d'origine asiatique et Indiens, chacun avec les spécificités de son milieu.

Contestation générale

C'est dans ce climat que Johnson décide de se retirer de l'élection présidentielle qui doit avoir lieu en novembre 1968. Plusieurs candidats se déclarent alors, dont deux proposent des solutions négociées à la guerre : Eugène McCarthy, politicien libéral, et Robert

Kennedy, le frère du président assassiné. Ils obtiennent un bon score dans les premières démocrates. Mais Kennedy est assassiné le 6 juin 1968.

Le congrès du Parti démocrate se tient, en août, à Chicago, dont le maire Daley, est réputé pour sa poigne de fer. Une manifestation contre la guerre a lieu. La police attaque violemment les manifestants. Il y a de nombreux blessés et un mort. Une centaine de soldats noirs de la base de Fort Hood, dans le Texas, manifestent contre leur envoi à Chicago pour réprimer les manifestants. Quarante-trois d'entre eux sont traduits en cour martiale.

Ici encore, les contestataires prennent conscience de la force de la machine à la-

part des femmes. Deux ans plus tard, cette activité d'abord moléculaire débouche sur la première grande manifestation de femmes de la "deuxième vague du féminisme", le 26 août 1970, autour des revendications d'avortement libre et gratuit, de garderies d'enfants ouvertes vingt-quatre heures par jour, et de salaire égal à travail égal.

Les préoccupations écologiques conduisent à la première Journée de la Terre, en 1970. Les homosexuels et lesbiennes forment des groupes revendicatifs. Les prisonniers préparent des mutineries. Dans presque toutes les disciplines universitaires, une minorité de chercheurs et de spécialistes remettent en cause le type de savoir qu'ils dispensent, réclamant une science au service du peuple. Des syndicats de travailleurs publics votent des motions contre la guerre. Les étudiants réclament le contrôle des universités et des cours.

L'année 1968 offre plusieurs modèles aux militants les plus radicalisés : le combat de "l'héroïque peuple vietnamien" ; la révolution culturelle chinoise ; l'humanisme révolutionnaire de Che Guevara ; la révolte des étudiants mexicain, porte-parole de leur peuple. Mais c'est certainement le Mai 68 français qui a le plus marqué. On enseigne dans les universités US que les Etats-Unis représentent l'avenir, que même la société française est en voie "d'américanisation", sa classe ouvrière s'embourgeoise. La réalité de mai prouve le contraire. La révolution reste possible.

En juillet 1968, à Berkeley, les étudiants protestent contre le bétonnage d'un espace vert et le rebaptisent "Parc du Peuple". Attaqués par la police, ils imitent consciemment les révolutionnaires de Paris et érigent des barricades. On espère que d'une façon ou d'une autre la classe ouvrière rejoindra le mouvement.

La classe ouvrière

Qu'en est-il donc de la classe ouvrière américaine en 1968 ? Elle est bien présente par son activité gréviste revendicative. Les années 1968 à 1970 sont le point culminant de la multitude éparse de grèves qui n'ont pratiquement pas cessé depuis 1945, malgré le maccarthysme. Il y a en 1968, 5 045 grèves auxquelles 2,6 millions de travailleurs et de travailleuses participent en moyenne 18 jours chacun. Les dix-neuf millions de syndiqués rejettent, en moyenne, un sur huit des contrats proposés par les directions syndicales et les grèves sauvages atteignent leur chiffre record depuis la guerre.

Une minorité de syndiqués condamne la guerre. En novembre 1967, s'est créée l'Assemblée Syndicale pour la Paix, premier regroupement de syndicalistes en rupture avec la direction de la Confédération américaine du travail, l'AFL-CIO, autour de George Meany. C'est en 1968 que l'opinion de la base ouvrière commence à tourner, comme l'ensemble de l'opi-

nion publique. Mais l'énorme bureaucratie de l'AFL-CIO verrouille les syndicats contre toute velléité d'action contestataire. Alliée au Parti démocrate au pouvoir, elle soutient la guerre du Vietnam et condamne les "excès" du mouvement noir.

Dans la mesure où l'activité syndicale et gréviste prend surtout l'inflation pour argument et que celle-ci est accélérée par la guerre, elle peut converger avec le mouvement anti-guerre. De plus, les dépenses militaires mordent de toute évidence sur les budgets sociaux. Deux ans plus tard, à l'occasion d'un Moratoire pour la Paix où toute la population est appelée à suspendre ses activités pendant un jour, des millions de travailleurs prennent des congés-maladie, déclarant que "la guerre les rend malades". De jeunes soldats d'origine ouvrière s'adressent à leurs familles. Mais il y a encore très loin de là à une action politique organisée de la classe ouvrière. Même les militants les plus optimistes ne rêvent pas de révolution aux Etats-Unis, mais d'un grand front des opprimés, de grève générale contre la guerre ou de formation d'un parti ouvrier contestataire.

La culture de la jeunesse

Faut-il parler de la "culture de la jeunesse" dans un bilan politique de 1968 aux Etats-Unis ? Ce phénomène touche des millions de personnes : musique rock et folk, cheveux longs, habits informels, parler influencé par les Noirs, vie communautaire, presse "underground", marijuana et expériences sexuelles diverses. Rétrospectivement il est clair que ce mouvement a accompagné et fourni une base à la radicalisation contestataire et politique.

Il représente une rupture radicale avec le conformisme de l'époque maccarthyste où, les répressions d'ordre sexuel, culturel et politique s'ajoutant les unes aux autres, on ne trouvait de "littérature subversive" que chez de petits libraires marginaux, à côté de la pornographie et des romans "underground".

Les parents, ayant intériorisé ces répressions, se trouvent rejetés avec elles. Cette culture crée des canaux de diffusion pour les idées contestataires : journaux "underground", boutiques, concerts.

Ces mouvements contestataires ont largement disparu après 1976, mais pas avant d'avoir imposé d'importantes réformes et implanté leurs valeurs dans la population. Le droit à l'avortement, l'égalité des femmes et la représentation égale des minorités nationales sont aujourd'hui passés dans les mœurs. Ce qu'on appelle le "syndrome du Vietnam", c'est-à-dire l'opposition à toute nouvelle aventure militaire américaine à l'étranger, est resté vivace. La nouvelle génération est en train de renouer avec cette période. ■

Mal 1988



quelle ils s'affrontent. Les uns cherchent une solution dans l'étude plus approfondie de la théorie révolutionnaire et dans un tournant vers la classe ouvrière ; les autres dans des alliances très larges avec toutes les forces contestataires ; d'autres enfin dans le durcissement de l'action, la désobéissance civile ou les attentats. La Students for a Democratic Society (SDS), les comités contre la guerre, les associations d'étudiants noirs et les organisations maoïstes et trotskystes voient gonfler le nombre de leurs adhérents.

Le mouvement anti-guerre rassemble toutes les oppositions, les politise et les radicalise. La contestation s'étend à tous les domaines mais, le plus souvent, elle ne gagnera un large public que deux ou trois ans après 1968.

Les femmes jeunes sont largement présentes dans ces actions, mais loin des feux de la rampe. La volonté de durcissement, les grands discours en assemblée générale, l'absence d'organisation spécifiquement féminine dans ces nouveaux mouvements, ont fait que le sexisme ambiant s'est reproduit au sein du mouvement. Des militantes femmes se séparent alors de ce mouvement pour réfléchir aux causes de cette situation, aux solutions et à l'action nécessaire. Elles entrent en résonance avec une immense demande sociale de la

PRAGUE AU PRINTEMPS

DEBUT JANVIER 1968, le Présidium du Comité central (CC) du Parti communiste tchécoslovaque (PCT), après de rudes affrontements, nomme Alexandre Dubcek comme premier secrétaire. Ce n'est que le 4 mars, qu'un "compte-rendu détaillé du Présidium du CC" commence à circuler confidentiellement. On peut y lire : "Au cours de la discussion, la réflexion sur la mise en œuvre de la politique du Parti a vu s'affronter le nouveau et l'ancien. Une première tendance s'est exprimée qui, dans une mesure plus ou moins grande, ne tient pas compte du stade déjà atteint dans le développement socialiste de notre société et qui s'élève à défendre des formes périmées de travail du Parti ; à ses yeux, les causes de nos défaillances sont avant tout des difficultés rencontrées dans la marche de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets de manœuvres de diversion idéologique de l'Occident. Pour cette tendance, il y a assez de démocratie comme ça à l'intérieur du Parti et dans le pays. Il se trouva même une voix pour dire qu'il y aurait chez nous "un excès de démocratie". En face s'exprimèrent des tendances très marquées... qui réclamaient d'urgence un cours nouveau... en partant de la nécessité de hisser l'action politique à un niveau correspondant à l'évolution contemporaine de notre société, et en tenant compte des effets de la révolution scientifique et technique. Le développement de l'économie et ses nouvelles formes de direction requièrent un changement inéluctable des méthodes de direction du parti, afin de ménager un champ suffisamment large pour l'initiative et l'activité publique des groupes sociaux en tant que tels" (rapporté par Jiri Hajek : Dix ans après). La première tendance était représentée par Novotny. Le deuxième camp, hétérogène, trouva comme porte-parole Dubcek. Le printemps commençait. Le 5 avril 1968, le Programme d'action du PCT était adopté. Le printemps s'échauffait.

Anna LIBERA

UNE DES SPECIALITES de la réforme tchécoslovaque, qui explique en partie son caractère massif et son accélération, réside dans le fait que le Parti communiste, et par la suite la société dans son ensemble, avait été à peine effleuré par le mouvement de "déstalinisation" déclenché par Khrouchchev lors du XXe congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) en 1956.

Relativement à la Pologne et à la Hongrie, le PCT jouissait encore d'un soutien au sein de larges couches des travailleurs et ne s'était donc pas vu contraint par la pression populaire de modifier ses pratiques et sa direction stalinienne. Quelques prisonniers politiques avaient

certaines été libérés, mais les timides tentatives de débat lancées par les intellectuels en 1956 avaient vite été réprimées. Tirant les leçons de la Pologne et de la Hongrie, Novotny, le principal dirigeant du PCT, avait renforcé la discipline du parti et la "lutte anti-révissionniste".

Ce durcissement préventif allait, à terme, accentuer le mécontentement, en premier lieu de l'intelligentsia qui voyait une profonde contradiction entre la politique de "coexistence pacifique et d'ouverture" prônée alors par l'URSS, de même qu'avec la nouvelle dénonciation du stalinisme lancé par Khrouchchev au XXIIe congrès du PCUS, en octobre 1961.

Le mécontentement exprimé par l'intelligentsia allait entrer en écho, au début des années 60, avec une profonde crise économique. Depuis quelques années, le



taux de croissance ne cessait de baisser jusqu'à atteindre zéro en 1962 et devenir négatif en 1963 (-3%). De jeunes économistes du parti, parmi lesquels Ota Sik, ne tardèrent pas à situer les responsabilités dans une copie par trop servile du modèle d'industrialisation soviétique, dans l'hypercentralisation de la planification et dans le manque de qualification de managers nommés pour leur soumission au parti plutôt que pour leur compétence en matière de gestion économique.

Au début des années 60, ces différents éléments de crise vont s'approfondir et s'influencer réciproquement faisant de ces années une période de débats de plus en plus publics, puis de critiques ouvertes.

La réforme économique

Face à l'échec de sa politique économique, la direction du PCT ne pourra éviter, au XIIe congrès en 1962, l'ouverture du débat avec ceux qui proposaient une profonde réforme du mécanisme économique. Si la discussion eut lieu, aucune mesure ne fut adoptée à ce congrès.

Le débat allait alors se poursuivre dans la presse économique (principalement *Hopodarské Noviny*) au cours des mois suivants. Ota Sik, chef de file des réformistes, soutenait depuis longtemps l'idée fondamentale que la réforme économique ne pouvait être réalisée si des changements adéquats n'étaient pas apportés aux structures politiques et administratives du pays.

Il se prononçait contre tous les tabous et pour une discussion ouverte de tous les problèmes. Pour lui, le plan devait répondre aux besoins de la population (et non le contraire !) et la propriété collective était un moyen et non un but. Il se prononçait pour une décentralisation de la planification, une autonomie relative des unités de production, pour l'application de la loi de l'offre et de la demande dans la fixation des prix et pour une gestion "efficace" des entreprises qui implique, entre

autres, le droit de licencier les travailleurs. Ce ne sont pas ces derniers éléments qui faisaient bondir les conservateurs au sein du PCT (à la même époque, en URSS, Lieberman et Trapeznikov proposaient les mêmes recettes sans susciter de réactions négatives). Ils tiquaient face à l'insistance mise par les économistes sur la remise en cause du monolithisme du parti et de son monopole absolu sur la vie économique et politique. Sik ne cessait de répéter qu'on ne pouvait stimuler l'initiative économique sans que cela ne déborde dans le domaine politique. Les conservateurs craignaient également de voir leurs postes menacés si les responsables devaient être choisis en fonction de leurs compétences et non plus de leur adhésion à la ligne du parti.

Pourtant ils étaient désarmés : la crise économique ne pouvait qu'encourager le débat et il était difficile d'y répondre en valorisant la politique passée. Le principe de la réforme fut donc arrêté en 1964 et adopté seulement au début 1967. Cependant son application fut totalement freinée par l'appareil du parti qui faisait démagogiquement campagne dans les entreprises sur ses conséquences possibles (réelles) pour les travailleurs. Il tentait aussi d'opposer les travailleurs aux intellectuels.

L'entrée en lice des intellectuels

Parallèlement, encouragés par le XXII^e congrès du PCUS, les intellectuels partaient à l'offensive sur la question du bilan du stalinisme. Au comité central d'avril 1963, Novotny était contraint de présenter un rapport sur "les violations des principes du parti et de la légalité socialiste à l'ère du culte de la personnalité". C'était la réouverture, après huit ans, du procès Slansky. Mais ce rapport fut jugé tellement explosif que seule une version fortement expurgée fut distribuée aux militants. Même cette version édulcorée suscita de violents remous.

Ce sont des questions touchant plus directement la culture nationale qui vont mobiliser les intellectuels. En particulier la redécouverte de Kafka, le plus grand écrivain tchécoslovaque, interdit dans son pays, car jugé pessimiste et décadent. En février 1963, Edouard Goldstücker écrit un premier article en défense de Kafka dans les *Literarni Noviny*, revue de l'Union des écrivains. En mai 1963, une conférence internationale consacrée à Kafka se tient à Prague. Ses écrits sont mis à contribution pour critiquer le régime bureaucratique. Le congrès des écrivains slovaques, qui se déroule en avril 1963, révélera le rôle de pointe joué par les intellectuels dans la dénonciation de la dictature bureaucratique de Novotny.

Placé sur la défensive par les critiques combinées des économistes et des intellectuels, celui-ci répond avec le seul moyen qu'il connaît : la répression. Le Comité central multiplie les avertissements, une violente campagne est lancée contre

l'intelligentsia, certaines publications sont interdites (*Tvar*). Enfin, le 1^{er} janvier 1967, une loi très stricte renforçant la censure est promulguée. Loin d'avoir l'effet escompté, cette attitude va radicaliser les exigences des intellectuels et unir ceux-ci et les libéraux au sein de la direction du PCT.

Le IV^e congrès de l'Union des écrivains, finalement autorisé en juin 1967 après de longues hésitations, offrira une bonne image de la situation et, en fait, marquera l'ouverture des hostilités. Débats culturels et politiques s'y mêlent. On dénonce la censure, on lit la lettre de A. Soljénitsyne à l'Union des écrivains soviétiques (lettre qui ne fut pas distribuée aux écrivains d'URSS), mais surtout on y multiplie les réquisitoires contre Novotny et le pouvoir personnel.

Une fois encore, la seule riposte de Novotny est la répression. La nouvelle direction de l'Union des écrivains n'est pas reconnue par le parti, la revue *Literarni Noviny* lui est retirée, des intellectuels de premier plan, comme L. Vaculik, A. Liehm, P. Klima, sont exclus du parti. Mais la violente campagne menée dans la presse contre l'Union des écrivains ne fait que contribuer à faire connaître ce qui s'est passé au congrès.

Malgré les apparences, la direction Novotny est sur la défensive. Elle n'a pas de solution à opposer à celle des réformistes, si ce n'est les mesures répressives. Libéraux et conservateurs s'affrontent désormais ouvertement au sein du comité central. Le porte-parole des premiers, Alexandre Dubcek (dirigeant de Slovaquie), remet en cause le pouvoir personnel de Novotny et son cumul des fonctions (il est secrétaire du Parti et président de la République).

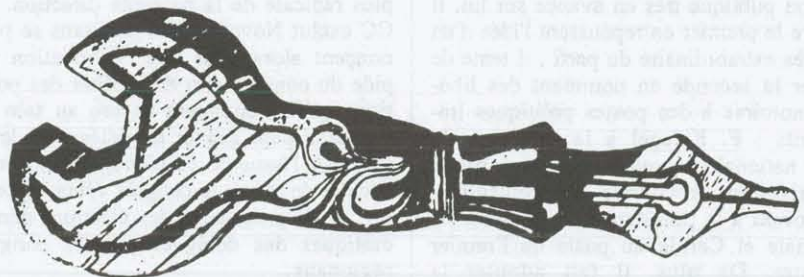
Le plénum du Comité central qui se réunit fin décembre 1967, début janvier 1968, devait se prononcer sur le cumul des fonctions. Mais personne n'est dupe, l'enjeu principal est la réforme et la bataille pour la direction du parti, instrument essentiel aux yeux de tous pour la mener à bien. Face aux violentes attaques dont il est l'objet, Novotny se démet de son poste de secrétaire, espérant rallier une majorité de conservateurs par ce geste tactique. Mais la manœuvre échoue et, le 5 janvier, le Comité central accepte la démission de Novotny et nomme Alexandre Dubcek à la tête du PCT. Novotny demeure

président de la République et, surtout, ses partisans restent très nombreux au sein des instances dirigeantes du PCT. Rien, dans l'issue de ce plénum, ne laissait entrevoir ce qui allait se dérouler au cours des mois suivants. Il s'agissait d'une révolution de palais coutumière des régimes bureaucratiques. On n'en a de meilleur signe que la réaction de Brejnev qui, appelé à la rescousse par Novotny à Prague début décembre, s'était contenté de dire "ce sont vos affaires", mais qui s'arrêta, sur le chemin de son retour, à Bratislava, pour jauger le possible nouveau secrétaire : Dubcek.

Phase 1 : janvier-avril 1968

La nouvelle direction du PCT n'envisageait pas d'introduire de changements radicaux au lendemain de sa victoire. Elle entendait transformer le parti graduellement et de l'intérieur, utilisant les intellectuels pour secouer un peu l'appareil conservateur. Au terme de ce processus graduel, un congrès, fin 1969 ou début 1970, institutionnaliserait les changements opérés. Cependant, en accord avec ses conceptions, elle devait laisser s'ouvrir le débat sur les problèmes du pays. Les contestataires de l'Union des écrivains furent réintégrés au sein du parti et l'Union retrouva son hebdomadaire qui, sous le nouveau nom de *Literarni Listy*, allait se placer à la pointe du débat (fin février, début mars, *Listy* se vendait à plus d'un demi-million d'exemplaires). La presse, la radio et la télévision allaient se faire les porte-parole des questions, des craintes et des espoirs de la population.

Craintes et espoirs qui étaient alimentés par le maintien de Novotny et de ses partisans dans les organes dirigeants et par les déclarations d'Alexandre Dubcek. La direction réformatrice allait être amenée, malgré elle, à affronter les conservateurs. A l'occasion du passage à l'ouest du général Sejman, on apprit que Novotny, voyant sa cause perdue, début janvier 1968, avait tenté d'organiser un putsch militaire. Il était désormais impossible de bloquer le débat sur les responsabilités des conservateurs au sein du parti et du pays. Au cours de meetings de masse, en mars, les dirigeants du parti purent prendre le pouls de la population. Elle était avec eux, mais elle exigeait que les changements engagés et promis soient



LES FRONTIÈRES ON S'EN FOUT !

consolidés par la démission de Novotny et de ses partisans au sein du parti.

Tous les secteurs de la société étaient touchés : les syndicats exigeaient le rétablissement du droit de grève, les étudiants créaient un Parlement étudiant indépendant, des embryons de partis politiques, des clubs divers se formaient... jusqu'aux censeurs qui se prononçaient pour l'abolition de la censure ! Face à cette pression populaire, le 21 mars 1968, Novotny démissionnait et était remplacé par Svoboda à la présidence de la République.

Pourtant Dubcek et ses amis étaient bien conscients que le problème allait au-delà de la personnalité de Novotny. La dynamique du mouvement de masse débordait les frontières qu'ils avaient fixées. Elle risquait de mettre en cause leur plan de transformation graduelle, par le haut, du parti et de la société. Nombreux étaient ceux, qui au sein du PCT et dans les organisations de masse, ne pensaient pas que la politique d'après janvier puisse être menée avec les conservateurs et qui exigeaient une "institutionnalisation" de cette politique par un congrès extraordinaire du PCT.

Phase 2 : le développement du mouvement de masse

Au plénum d'avril du comité central, Dubcek s'adresse à deux publics différents : un Comité central réticent et une opinion publique très en avance sur lui. Il rassure le premier en repoussant l'idée d'un congrès extraordinaire du parti ; il tente de calmer la seconde en nommant des libéraux notoires à des postes politiques importants : F. Kriegel à la direction du Front national (regroupement des partis et organisations reconnus et contrôlés), Smrkovski à la présidence de l'Assemblée nationale et Cernik au poste de Premier ministre. De plus, il fait adopter le Programme d'action.

Comme souvent, ce compromis ne satisfait personne. Les conservateurs blo-

quent la mise en pratique du programme d'action (pourtant modéré) ; quant aux intellectuels et à la population, ils voient le maintien en place de l'appareil conservateur et, rendus méfiants, multiplient les pressions pour un congrès extraordinaire. La création du gouvernement Cernik n'est cependant pas un geste formel. Il va appliquer un large programme de libéralisation : loi sur le droit de réunion et d'association, sur la liberté de presse, la liberté de voyager, loi sur les réhabilitations et indemnités, l'indépendance de la magistrature, délimitation précise des compétences du ministère de l'Intérieur, loi sur les Conseils ouvriers. Nombre de ces mesures vont être mises à profit pour accélérer et amplifier le débat sur les transformations nécessaires.

Au sein même de la direction d'après janvier, des divisions apparaissent. Face au blocage des conservateurs, un groupe dirigé par Smrkovski et Cisar prend des positions plus radicales, qui rencontrent un écho grandissant au sein de la classe ouvrière. Les conférences régionales du parti, qui se déroulent fin avril, sont très nombreuses à exiger la convocation d'un congrès extraordinaire.

Ce sera finalement une alliance involontaire entre les conservateurs et les progressistes qui amènera à la convocation du congrès. Lors du plénum de fin mai du Comité central, Dubcek cherche encore à temporiser. Mais Novotny multiplie ses attaques, violemment contré par l'aile la plus radicale de la nouvelle direction. Le CC exclut Novotny. Ses partisans se prononcent alors pour une convocation rapide du congrès afin de profiter des positions qu'ils détiennent encore au sein de l'appareil pour gagner les délégués à leurs idées. A l'issue de ce plénum, il est donc décidé de réunir le congrès début septembre, et de procéder à des élections démocratiques des délégués par les congrès régionaux.

Si toutes les énergies se concentrent désormais sur la préparation des congrès régionaux, la publication d'un long docu-

ment, *Les deux mille mots*, écrit par Ludwik Vaculik, traduit une évolution importante d'une partie de l'intelligentsia et de l'opinion publique. Tout en saluant toutes les initiatives positives prises par la direction du parti depuis janvier, le document met en garde contre une confiance aveugle en celle-ci et appelle les travailleurs et les jeunes à prendre eux-mêmes la direction de la lutte pour la transformation de la société.

Le texte traduisait la frustration face aux tergiversations de l'équipe Dubcek et la crainte de voir les quelques acquis remis en cause si la "démocratisation" n'était pas institutionnalisée. Le document sera au centre du débat pour l'élection des délégués au congrès de septembre. Les conservateurs le brandissent comme une confirmation de toutes leurs craintes. Les libéraux, eux, tentent de limiter la portée du texte

en soulignant les bonnes intentions des auteurs et en ne dénonçant que les "malheureux quarante mots", ceux qui appelaient à l'action indépendante des masses.

"Les deux mille mots"

Ce document sera avant tout le prétexte avancé par les "pays frères" pour apporter leur aide "internationale" au parti tchécoslovaque menacé par *"l'offensive des forces contre-révolutionnaires"*.

Dès la fin juin, en effet, la situation en Tchécoslovaquie sera conditionnée par l'accentuation des pressions et menaces des pays du Pacte de Varsovie sur la direction du PCT. Les dirigeants soviétiques avaient observé le changement à la tête du Parti tchécoslovaque sans inquiétude. Dubcek était un allié fidèle de l'URSS et son projet était, somme toute, fort modéré.

Cette attitude va changer dès le mois de mars, face à l'essor du mouvement de masse, au débat libre qui se déroule dans le pays et à la trop grande sensibilité des dirigeants d'après janvier à la pression de la base. La décision de convoquer le congrès extraordinaire du parti va accélérer les choses. La perte de contrôle du parti était considérée, en effet, comme le point de non retour. Début juillet, l'URSS, la Pologne, la RDA, la Hongrie et la Bulgarie envoient une lettre au Présidium du PCT exprimant leur inquiétude face à l'évolution de la situation. Le Présidium se dit favorable à des réunions bilatérales avec les partis frères pour les informer de la situation, mais les cinq veulent faire "comparaître" la direction tchécoslovaque devant eux, espérant pouvoir ainsi utiliser les divisions qui existent en son sein. Le Présidium refuse de les rencontrer.

Les Cinq se réunissent malgré tout à Varsovie les 14 et 15 juillet et envoient une lettre à Prague dans laquelle ils attirent l'attention des dirigeants du PCT sur *"l'offensive menée par la réaction avec l'appui de l'impérialisme contre le parti et*

les bases du régime socialiste..." Ils expriment leur méfiance à l'égard des dirigeants de Prague qui ne voient pas ces dangers et dénoncent la présence de contre-révolutionnaires au sein même de la direction du PCT. La situation est tellement grave qu'elle n'est plus du seul ressort du PCT et exige l'intervention de toute la communauté socialiste.

Le Présidium tchécoslovaque, dans sa réponse, rejette les accusations et défend la ligne suivie depuis janvier. Un vaste mouvement se développe dans le pays contre ce qui est vu comme une ingérence intolérable. La lettre du Présidium est adoptée par toutes les instances du parti et les organisations de masse. La préparation du congrès se poursuit selon le calendrier prévu. Début juillet, les délégués avaient été élus par les congrès régionaux. Plus de 80% se plaçaient parmi les progressistes (dont 10% étaient considérés comme "radicaux").

La pression des "pays frères"

Afin de rassurer les Soviétiques, une rencontre bilatérale a eu lieu le 29 juillet à la frontière entre l'URSS et la Tchécoslovaquie. On ne sait rien de la teneur de la discussion, mais à son retour, Dubcek informe ses amis de la "compréhension des Soviétiques". Peut-être cherchait-il à s'en convaincre lui-même, alors qu'il refusait d'entendre certains généraux qui signalaient avec inquiétude des mouvements inhabituels des troupes du Pacte de Varsovie. Celles-là même qui allaient entrer à Prague le 21 août 1968.

Jusqu'au bout, Dubcek espérera concilier ce qui était inconciliable dans le monde bureaucratique : la démocratisation et le "rôle dirigeant", le monopole du parti, l'indépendance nationale et l'acceptation d'une subordination aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin. Il aura ainsi, à la fois, suscité les espoirs des travailleurs tchécoslovaques et laissé la porte ouverte à ceux dont le seul but était de les écraser.

L'invasion militaire soviétique de la Tchécoslovaquie, par son aspect massif, cherchait à étourdir la population, à la paralyser. Dans la mesure où aucun secteur de l'armée tchécoslovaque n'engagerait la résistance et où les masses n'avaient pas conquis, au cours de leur lutte précédente, les moyens d'autodéfense, il était peu probable qu'un affrontement "à la hongroise" se produise. Donc, pour les Soviétiques, il s'agissait, dans une première phase, d'utiliser la présence des troupes pour rétablir le contrôle bureaucratique sur les institutions politiques afin que, dans une seconde phase, ces institutions puissent vaincre le mouvement populaire. La direction Dubcek du PCT allait, hélas, se montrer un instrument docile pour mener à bien ce projet.

Le mouvement spontané et massif de résistance non-armée à l'occupation révélait le profond attachement de la masse des travailleurs et des jeunes aux idéaux de liberté du "Printemps de Prague". Mais son ampleur même allait vite montrer tout

le retard pris dans l'apparition d'une direction indépendante avant l'intervention. Malgré l'activité de résistance remarquable de nombreux communistes de gauche, ils ne réussirent pas, dans les conditions de clandestinité d'après le 21 août, à mettre en place une telle direction. C'est ce qui permettra, tout autant que la capitulation de Dubcek, la victoire de la normalisation au long de l'année 1969.

L'enlèvement de la direction du PCT

La tâche des Soviétiques n'était pas aisée. Ils ne voulaient pas une solution purement militaire. Ils voulaient utiliser la pression militaire pour "résoudre" politiquement la crise. Il leur fallait rétablir une légalité pour un Parti communiste tchécoslovaque aux ordres. Mais avec qui ? Novotny était par trop déconsidéré. D'autres conservateurs, tels Indra et

gences avec Moscou, mais elles étaient aux yeux de Dubcek et des siens d'ordre tactique et ces derniers n'avaient jamais envisagé qu'elles puissent déboucher sur une rupture. L'attitude de Dubcek à Moscou, mais surtout à son retour à Prague, le montre bien : à aucun moment il n'envisagera de répudier le protocole de Moscou et de s'appuyer sur le mouvement de résistance qui regroupait l'écrasante majorité de la population tchécoslovaque.

Dès l'annonce de l'invasion, la direction du parti de Prague avait pris l'initiative, lançant un appel à la résistance pacifique et à la fraternisation avec les soldats, créant un réseau de communication par la radio et la télévision et convoquant la réunion immédiate du XIVe congrès du PCT dans l'usine CKD de Prague. La légitimité de ce congrès ne faisait aucun doute, plus des deux-tiers des délégués élus étaient présents. Ils adoptèrent une résolution condamnant l'invasion, demandant la libération des dirigeants emmenés à Moscou et procédèrent à l'élection d'un nouveau Comité central. Il est remarquable de noter qu'aucun des conservateurs présents au congrès ne voulut assumer la responsabilité de l'invasion en votant contre la résolution.

Le congrès clandestin du PCT

Dès l'annonce de la signature du protocole de Moscou, le 27 août, le nouveau Comité central le rejeta. Mais la direction dubcekienne, de retour à Prague, déclara le XIVe congrès nul et non avenue et restaura le Comité central de 1966, en y adjoignant malgré tout, certains des membres élus le 22 août. Mais noyés dans la masse des conservateurs, ils n'avaient aucune chance d'influencer les événements même s'ils n'hésitèrent pas, malgré les pressions, à s'élever contre l'occupation, lors de la réunion du CC du 31 août 1968 (ce fut le cas en particulier de Jaroslav Sabata).

Le résultat immédiat de ce Comité central fut de mettre un frein à la mobilisation de masse, car il n'y avait d'autre autorité que celle de la direction Dubcek. Dans la population, une attitude attentiste prévalut en septembre et début octobre, dans l'espoir que Dubcek réussirait quand même à sauver l'essentiel des réformes du Printemps.

Si l'heure n'était plus aux manifestations de rue contre l'occupant, elle n'était pas non plus à la confiance aveugle dans la direction du parti. C'est au cours de cette période que l'auto-organisation des masses a fait un saut qualitatif, avant tout par l'élection des conseils ouvriers dans toutes les entreprises. Cette élection avait été prévue par la loi sur les Conseils ouvriers mais elle prenait, dorénavant une dimension directement politique qu'elle n'aurait probablement pas eue dans d'autres circonstances. De même les étudiants renforçaient leurs organisations indépendantes.

Bien vite, les timides espoirs placés dans la direction dubcekienne de l'après-

PRAGUE 68

L'INTERVENTION SOVIETIQUE EN TCHECOSLOVAQUIE
A-T-ELLE SAUVÉ LE SOCIALISME EN DANGER ?

LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DOIT
RÉPONDRE À CETTE QUESTION,
IL DOIT EMPECHER LES RÉACTIONNAIRES
D'EN FAIRE UNE ARME CONTRE LE
COMMUNISME.

NE LAISSONS PAS CONFONDRE
SOCIALISME et BUREAUCRATIE

1945

1968

VENDREDI 20 SEPT. à 18h30 FAC S' CHARLES
MEETING - DEBAT
OUVERT À TOUTS

Bilak, ne jouissaient d'aucun appui parmi les travailleurs. Il ne restait que l'équipe de Dubcek : c'est à elle qu'il reviendrait de défaire le mouvement qu'elle avait suscité. Les dirigeants du Printemps de Prague furent donc emmenés à Moscou et mis à rude épreuve, comme l'a bien raconté l'un des participants, Zdenek Mlynar, dans ses mémoires. Ce n'est pourtant pas ces pressions qui expliquent avant tout leur capitulation et leur signature du protocole de Moscou, qui accepte le "stationnement temporaire" des troupes du Pacte de Varsovie sur le territoire de la République tchécoslovaque. Après tout, un des membres de la direction, Frantisek Kriegel, a refusé de le signer. La cause principale de cette reddition réside dans la conception dubcekienne, dans son attachement prioritaire aux intérêts de l'appareil bureaucratique du PCT et du "mouvement communiste international", soumis au pouvoir du Kremlin, qui prennent le pas sur les intérêts des masses populaires de Tchécoslovaquie. Certes, le PCT avait des diver-

invasion commencèrent à se dissiper. Fin octobre, les manifestations reprirent. Le 28, jour du 50e anniversaire de la création de l'Etat tchécoslovaque, des milliers de manifestants défilèrent dans Prague en exigeant le départ des troupes soviétiques. Les manifestations sont encore plus fortes les 6 et 7 novembre lors des célébrations officielles. Réponse du pouvoir : les trois journaux les plus en pointe dans la résistance - *Politika*, *Literární Listy* et *Reporter* - sont interdits.

Les étudiants furent les premiers à comprendre qu'il était nécessaire de relancer l'action contre l'occupation et de mettre en place une direction indépendante de l'équipe dubcékienne. Ils décidèrent de prendre l'initiative à la veille du Comité central de novembre qui était considéré comme un test des intentions réelles des dirigeants du PCT. Ils créèrent un comité d'action, représentant toutes les facultés, qui se transformera en décembre en Parlement étudiant. Sous l'impulsion de Karel Kovanda, Petr Uhl et Jiri Müller, le comité d'action appela à une manifestation le 17 novembre. elle fut interdite et immédiatement transformée en occupation des facultés et les lycées durant deux jours dans tout le pays.

Etudiants et ouvriers résistent

Les étudiants lancèrent alors une "Lettre aux camarades ouvriers et paysans", qui affirmait, entre autres :

"Nous ne pouvons pas accepter d'être souverains en paroles alors que, en réalité, une pression continue s'exerce sur nous de l'extérieur... Nous ne pouvons pas nous satisfaire de quelques vagues déclarations sur la nécessité d'une politique soumise à l'examen du peuple alors que, en réalité, nous disposons de moins en moins d'informations sur l'activité de nos dirigeants... La classe ouvrière est courageuse, sage et diligente. Elle ne panique pas, elle n'abandonne pas, elle désire la paix et l'amitié avec tous les pays, la justice, le socialisme démocratique, le socialisme à visage humain, elle hait la violence et l'injustice, l'humiliation, l'oppression..."

Le texte n'avait rien de remarquable sinon le fait d'exister, d'exprimer tout haut la lassitude face aux manœuvres de la direction Dubcek qui commençait à se répandre parmi les travailleurs. La lettre fut, en fait, le signal d'une relance des activités des organisations de masse. Elle fut télévisée d'usine en usine. Les étudiants furent invités à prendre la parole dans les ateliers ; des délégations ouvrières se rendirent dans les universités occupées.

De nombreuses usines s'engagèrent à faire grève si les étudiants étaient attaqués. L'assemblée des ouvriers de l'usine Skoda de Pilsen se prononça pour l'élection d'une nouvelle direction qui "s'engage à appliquer le processus de démocratisation politique et organisationnelle", les 22 000 ouvriers des aciéries de Kladno exigèrent la démission des dirigeants opposés à la démocratisation. Des prises de

position similaires furent adoptées par les mineurs d'Ostrava, les ouvriers de l'usine CKD de Prague. Ces derniers firent même une grève préventive le 22 novembre lorsque les étudiants de Prague défierent l'ordre d'évacuation que leur avait donné la police. La communauté intellectuelle s'investit elle aussi totalement dans le mouvement.

Dubcek réprime

C'est face à ce mouvement que la direction Dubcek mis elle-même fin à tous les espoirs qu'elle aurait pu susciter : elle renforça la présence policière à Prague, décida la censure de toutes les informations sur la grève étudiante et lança une campagne de dénunciations des irresponsables qui l'animaient.

Pourtant, au moment où la confiance illusoire des travailleurs dans la direction du Printemps de Prague s'émoussait, le mouvement de masse n'avait pas vu naître de direction jouissant d'une large autorité. Les étudiants l'admettaient eux-mêmes lorsqu'ils mirent fin volontairement à leur grève le 21 novembre : *"Les événements ont pris une ampleur et une gravité que nous n'avions pas envisagées... C'est au cours de cette crise que nous nous sommes rendus compte combien nous étions mal préparés... personne n'avait envisagé que les événements puissent prendre ce caractère..."*

Une large avant-garde s'était développée dans l'action autour d'un front unique entre les étudiants et les syndicalistes des grandes entreprises. Un pacte fut signé, entre le puissant syndicat de la métallurgie et le syndicat des étudiants de Prague, qui se voulait un véritable programme d'action et qui, selon le président du Front national normalisé, faisait ressembler les deux mille mots à une "contine". Des pactes similaires furent signés entre de nombreux autres syndicats et cette coordination continua à fonctionner jusqu'au printemps 1969. Pourtant, une mobilisation de l'ampleur de celle qui existait ne pouvait se maintenir indéfiniment sans un projet politique. Or, les cadres susceptibles de transformer cette puissante action de résistance en une offensive politique qui aurait pu diviser la direction du parti et, ainsi, miner l'instrument politique des occupants, restaient dispersés. Très actifs dans la résistance, ils étaient noyés dans les organisations de masse, sans liens entre eux, sans avoir pu définir un projet. L'expérience, la première, avait été brève.

Smrkovski démis

Deux événements allaient contribuer à démoriser la résistance début janvier 1969. Depuis l'automne, des divergences étaient apparues au sein de l'équipe dubcékienne. Husak et Strougal avaient commencé à se ranger ouvertement du côté des Soviétiques et multipliaient les pressions pour hâter la normalisation. En décembre, Husak commença à réclamer publiquement

la démission de Smrkovski, de son poste de Président de l'Assemblée nationale. De nombreuses résolutions de soutien à Smrkovski arrivèrent de toutes les usines du pays mais, le 5 janvier, ce dernier apparut à la télévision pour dénoncer ceux qui le défendaient. Deux jours plus tard, il était démis. C'était le signe qu'un des dirigeants les plus populaires du Printemps de Prague désertait le combat. Ce fut aussi le signal pour de nombreux cadres et permanents encore hésitants de choisir leur camp à temps et de se ranger du côté de Husak.

Le suicide de Jan Palach, qui s'immola par le feu en plein centre de Prague le 16 janvier, allait, symboliquement, montrer que si la population restait prête à se mobiliser massivement, elle avait perdu tout espoir de trouver un relais dans le PCT et de pouvoir vaincre. Le 21 janvier, 100 000 manifestants défilèrent place Wenceslas. Pour la première fois, le drapeau de la République tchécoslovaque de 1918-1939 a remplacé le drapeau rouge à la tête du cortège, marquant le changement d'attitude de la population face à la trahison du PC. Lors des funérailles de Palach, le 25 janvier, un million de personnes défilèrent en silence dans les rues de la capitale. Ils n'ont plus d'exigences, ils n'ont plus que le droit de se taire.

"Démission" de Dubcek

Fin février, Dubcek déclarait devant une assemblée de miliciens : *"Nous avons réussi à surmonter la phase la plus aiguë de la crise de janvier"*. Il avait raison. Il n'était désormais plus d'aucune utilité pour les occupants. Le 28 mars, un vendredi, l'équipe de hockey tchécoslovaque infligea une défaite - 4 à 3 - à l'équipe d'URSS. Les manifestations se multiplièrent dans les villes... contre l'occupation. Le Kremlin va dès lors mettre en place la seconde partie de l'intervention : les généraux Grechko et Semyonov mettent Husak en place et démissionnent Dubcek. Ce dernier sera envoyé comme ambassadeur en Turquie... où il se taira. Rappelé en janvier 1970, il sera expulsé du parti. Le fidèle est remercié.

Il a fallu des centaines de milliers d'expulsions du Parti, de licenciements, le chantage aux études des enfants, l'exil forcé, l'emprisonnement, pour défaire le mouvement de masse. La normalisation à l'ombre des chars soviétiques se fit aussi en opérant des concessions au plan économique, avant tout dans le domaine des biens de consommation. A la différence de la Pologne des années quatre-vingt, la Tchécoslovaquie des années soixante-dix connut une croissance relative. Mais la force de l'opposition au régime, regroupée au sein de la Charte 77, témoigne encore, vingt ans après, de l'ampleur et de la profondeur du mouvement qui secoua la Tchécoslovaquie en ce printemps 1968. ■

Mars 1988

MILITANTE EN 68

LIDIA CIRILLO, dirigeante de la Liga Comunista Rivoluzionaria (section italienne de la Quatrième Internationale) raconte ci-dessous ce que c'était d'être une femme et une militante dans le mouvement étudiant italien en 1968...

Lidia CIRILLO

EN 68 j'étais déjà diplômée et j'avais donc quitté l'université que, d'ailleurs, j'ai très peu fréquentée.

Je me suis très peu occupée de l'UGI (organisation des étudiants universitaires de gauche). Ce travail était confié aux camarades plus jeunes dans la division des tâches internes au Parti communiste italien (PCI) et à la Fédération des jeunesses communistes (FGCI). Je suis retournée à l'université vers la fin de 67 et au début de 68 parce que le centre de gravité de l'activité politique tendait à se déplacer dans cette direction mais je n'y ai fait que quelques apparitions. Cependant, je ne pense pas être présomptueuse en disant que je suis peut-être la personne à Naples qui a le plus travaillé pour préparer ce qui allait devenir 68 et que, pendant la première partie de cette année, j'ai eu beaucoup à faire avec ce qui s'est organisé, discuté et fait à la gauche du PC à Naples.

La presse, l'*Espresso*, a parlé une ou deux fois du travail d'organisation des dissidents que je faisais en 66-67 à l'intérieur du PCI en tant qu'"entraineur". En fait, j'avais adhéré au Groupe communiste révolutionnaire (GCR), section de la Quatrième internationale de l'époque.

Il y avait un rapport très étroit entre ce qui se passait dans le PC italien, dans la Fédération des jeunesses communistes, et le mouvement étudiant. Les cadres de direction de la radicalisation étudiante, déjà visible en 1967, étaient en grande partie formés dans les partis de la gauche "traditionnelle" qui, au début des années 60, avaient été investis par une nouvelle couche de militants avec un niveau de scolarisation plus élevé que celui de la moyenne des inscrits du PCI, avec une attitude critique prononcée, et une certaine irrévérence envers les chefs, grands ou petits.

Certes, en 68 il avait une radicalisation rapide de laquelle ont émergé de

nouvelles avant-gardes, jeunes, même très jeunes, qui se sont affirmées dans la lutte, qui se sont montrées combatives et décidées. Cependant, ces jeunes se reconstituaient dans les points de référence idéologiques déjà existants, et donc dans les cadres ou groupes avec leur histoire dans la gauche napolitaine.

Pour arriver à prendre le micro dans les grandes assemblées d'étudiants en 68, il fallait avoir plusieurs dizaines de camarades qui garantissaient la possibilité d'y accéder. Je voudrais dire que dans la deuxième moitié de 68 à Naples les stalinien ont gagné la bataille pour l'hégémonie sur la radicalisation de la jeunesse et pour moi, "trotskyste", rejoindre le micro était une entreprise presque surhumaine. Mais j'y parvenais, faisant un foin du diable jusqu'à ce qu'on me donne la parole. Quand j'arrivais au micro, c'était l'enfer. Il y avait une espèce de contre-claque qui hurlait, qui sifflait, qui m'insultait.

Les assemblées houleuses

Mais cela me faisait rire. Il y avait toujours beaucoup d'étudiants qui ne connaissaient rien sur le stalinisme, le trotskysme, et qui étaient irrités par le traitement qu'on me réservait, parce que j'étais une femme et parce que, quand enfin il y avait le silence, je disais des choses plus claires et moins dogmatiques que les autres.

Du reste, l'ère des assemblées océaniques se termina rapidement et ne recommença que quand le mouvement des lycéens s'affirma, jeunes scolarisés qui étaient beaucoup moins politisés et qui faisaient un bazar terrible. Dans leurs assemblées, il fallait parler peu et faire des propositions claires. Même le sectarisme féroce des premières années s'atténuait et on commençait à découvrir le "front unique".

Pour comprendre ce que voulait dire être femme en 68, il faut commencer au début avec ce que cela voulait dire d'être une femme dans une section du PCI de l'Italie du sud au début des années 60. Les femmes qui adhéraient au parti étaient les épouses, les fiancées, les sœurs des camarades. Leur présence sous-entendait une présence masculine qui en était implicitement la garante. Quand une femme entrait seule dans une section, comme je l'ai fait, et disait : "Je veux m'inscrire au parti" (en fait ils m'ont

inscrite à la Fédération des jeunes) une question apparaissait immédiatement dans les yeux des présents "Mais qu'est-ce qu'elle veut ?"

Naturellement, comme il y avait des femmes à la direction du PCI, les camarades hommes pouvaient concevoir que les femmes en question désiraient faire de la politique. Mais ce n'était qu'une des hypothèses possibles : les autres étaient presque toutes liées à ce qu'on peut trouver dans une ambiance à prédominance masculine...

Je dois ajouter quand même qu'après avoir fait quelques preuves, j'ai été accueillie parmi les "hommes" sans autre réticence ni difficulté. C'est plus tard qu'ils se sont rappelés que j'étais une femme, quand je suis devenue une des "extrémistes", des hérétiques.

Le féminisme en perspective

1968 était sexiste parce que la société dans son ensemble l'était et la gauche aussi. J'utilise le passé, non parce que je pense que les choses ont changé profondément mais parce qu'aujourd'hui, surtout dans la gauche, le sexisme se masque, honteux de lui-même. Et aussi, au fond, parce que quelque chose a vraiment changé.

Le féminisme a commencé à faire son chemin plus tard par le processus d'une prise de conscience autonome des seuls sujets qui pouvaient définir les problèmes, les contradictions et les besoins des femmes, c'est-à-dire les femmes elles-mêmes.

Ceux qui ont milité dans les années 70 peuvent se rappeler quel accueil était réservé dans la gauche, aussi bien la nouvelle que la vieille, aux thèmes féministes. Le féminisme semblait un élément de diversion par rapport au cœur de la contradiction entre les travailleurs salariés et le capital, une force de désagrégation qui dresserait les militantes contre les militants et diviserait le parti. C'était justement les femmes les plus politisées qui ont réagi avec le plus de méfiance. Mais, à un certain moment, ces mêmes femmes se sont rendues compte qu'un parti ne sachant pas prendre en compte les besoins spécifiques d'un sujet social décisif comme les femmes n'avait pas de raison d'exister.

Mais ce n'est qu'un des aspects de 68 qui était sexiste mais a aussi représenté le commencement du féminisme des années 70 parce qu'il a obligé une génération de femmes à tenir compte de la politique. L'activité politique et sociale a impliqué, dans la lutte, des millions de femmes (travailleuses, étudiantes, femmes au foyer) qui sortaient de leur coquille pour se confronter avec les problèmes collectifs. On peut dire que sans 68, il n'y aurait pas eu le féminisme comme phénomène de masse, comme mouvement de lutte. ■

Janvier 1988

CES ANNÉES LÀ...

1965

17 avril : 25 000 manifestants pour la première "marche sur Washington" contre la politique du gouvernement Johnson.

27 novembre : Deuxième marche sur Washington avec 40 000 manifestants.

1966

25 mai : Début de la Grande Révolution culturelle prolétarienne en Chine.

3-10 décembre : Semaine contre la guerre du Vietnam à Berlin R. Dutschke appelle à la constitution d'une opposition extra-parlementaire.

1967

8 janvier : Début de la grande offensive des Etats-Unis qui envoient 486 000 soldats au Vietnam.

5 février : Proclamation d'une commune populaire à Shangai par les partisans de la Révolution culturelle.

24 février : Zhou Enlai demande de mettre fin aux excès de l'épuration.

21 avril : Coup d'Etat militaire en Grèce.

25 avril : Régis Debray est fait prisonnier en Bolivie.

22 mai : Nasser décide le blocus du golfe d'Akaba.

27 mai : Début au Nigéria des 30 mois de la guerre dite du Biafra.

5-10 juin : Guerre des six jours : victoire d'Israël qui occupe le Sinaï, Jérusalem, la Cisjordanie et le Golan.

12-24 juillet : Révolte des Noirs aux Etats-Unis à Newark et Détroit. Les Panthères noires organisent des groupes de guérilla urbaine.

30 juillet : Conférence à la Havane des mouvements révolutionnaires d'Amérique latine (OLAS).

1er septembre : Mao Zedong apporte son soutien à Zhou Enlai et condamne l'ultra-gauche. Retour au calme.

9 octobre : Mort d'Ernesto Che Guevara en Bolivie.

21 octobre : Manifestation internationale à Washington (250 000), Londres, Paris, Berlin, Rome, Oslo, Amsterdam et Tokyo contre la guerre du Vietnam.

1968

3 Janvier : Dubcek remplace Novotny comme Premier secrétaire du PC en Tchécoslovaquie.

31 janvier : Le FNL vietnamien lance l'offensive du Têt.

17-18 février : Manifestation internationale de solidarité avec le Vietnam à Berlin.

8 mars : Heurts à Varsovie entre la police et les étudiants.

22 mars : En France, occupation d'une tour de l'université de Nanterre. Naissance du mouvement du 22 mars.

Le général Svoboda remplace Novotny, comme président de la République tchécoslovaque.

31 mars : Johnson annonce l'arrêt partiel des bombardements du Vietnam du Nord et son retrait de la course à la présidence.

3 avril : Adoption par le Conseil des ministres français d'une réforme de l'université établissant une sélection à l'entrée.

4 avril : Assassinat à Memphis du pasteur Martin Luther King. Graves émeutes dans plusieurs villes américaines.

11 avril : Attentat contre Rudi Dutschke. Violentes manifestations étudiantes en RFA.

10 mai : Nuit des barricades à Paris.

13 mai : Grève générale. Des défilés rassemblent à Paris et en province des centaines de milliers de lycéens, étudiants et travailleurs. Les étudiants occupent la Sorbonne.

27 mai : Publication des "Accords de Grenelle" sur l'augmentation du SMIG et des salaires, la réduction des horaires, l'âge de la retraite et la section syndicale d'entreprise. Accords repoussés par la base. Meeting au stade Charléty.

29 mai : "Disparition" de De Gaulle à Baden-Baden.

30 mai : De Gaulle dissout l'Assemblée, ajourne le référendum et organise des élections législatives.

Manifestation gaulliste aux Champs-Élysées.

3-10 juin : Soulèvement étudiant à Belgrade.

11 juin : Manifestations à Paris après la mort de Gilles Tautin à Flins. Violents affrontements à Montbéliard.

16 juin : La police évacue la Sorbonne.

23 juin : 1er tour des élections législatives : raz de marée gaulliste. 43,65% à l'UDR, 20,03% au PC, 16,5% à la FGDS, 10,34% aux centristes.

30 juin : La majorité obtient au deuxième tour 358 sièges sur 485. L'UDR, seule, a la majorité absolue.

10 juillet : Arrestation d'Alain Krivine.

26-27 juillet : Violentes échauffourées à Mexico entre policiers et étudiants (17 morts).

21 Août : Les forces du pacte de Varsovie occupent la Tchécoslovaquie pour écraser le Printemps de Prague.

18 septembre : L'armée investit la cité universitaire de Mexico et le 20, le stade olympique. Les 23, 24 et 25, affrontements étudiants policiers (18 morts, nombreux blessés).

3 octobre : Fusillade à Mexico (plus de 300 morts).

1er novembre : Arrêt des bombardements américains au Vietnam du Nord.

5 novembre : Election de Nixon comme président des Etats-Unis

1969

16 janvier : Jan Palach se suicide par le feu au centre de Prague.

19 janvier : La police japonaise expulse la Zengakuren de son bastion universitaire de Tokyo.

2 mars : Incidents de frontière entre la Chine et l'URSS.

27 avril : Référendum : le "non" recueille plus de 53% des suffrages exprimés. A minuit, le général De Gaulle annonce que ses fonctions, de ce fait, prennent fin.

6 mai : Alain Krivine est candidat à l'élection présidentielle.

1er juin : 1er tour de l'élection présidentielle : Pompidou recueille 44,4% des voix, Poher 23,3%, Deferre 5%, Rocard 3,6% et Krivine 1%.

5-7 juin : A la conférence internationale des partis communistes et ouvriers à Moscou, les Italiens notamment refusent de voter dans sa totalité le "document de base".

15 juin : Pompidou est élu président de la République.

16-17 août : Emeutes en Irlande du Nord. Londres envoie son armée.

1er septembre : Coup d'Etat en Libye le conseil de la Révolution, présidé par Khadafi proclame la République.

15 octobre : Plusieurs millions d'Américains participent à un "moratoire" sur le Vietnam pour exprimer leur opposition à la politique vietnamienne de Nixon. Manifestations monstres à Washington, New York et Boston.

1970

18 mars : Norodom Sihanouk est démis de ses fonctions au Cambodge. Le général Lon Nol prend le pouvoir.

27 avril : Sartre devient directeur de *la Cause du Peuple*.

28 juin : En Irlande du Nord, Bernadette Devlin, militante catholique, membre du Parlement est incarcérée.

27 juillet : Mort de Salazar au Portugal, dictateur de 1932 à 1968.

17-22 septembre : Combats jordano-palestiniens. Des milliers de morts à Amman.

28 septembre : Mort de Nasser en Egypte.

4 novembre : Salvador Allende est élu président de la République au Chili.

9 novembre : Mort de De Gaulle.

14-15 décembre : Emeutes dans les ports polonais de la Baltique.

17 décembre : Les troubles s'étendent en Pologne ; Gierek remplace Gomulka comme premier secrétaire du POU.

23 décembre : Libération en Bolivie de Régis Debray.

28 décembre : Procès de Burgos : 6 condamnés à mort. Franco commue leur peine en 30 années de réclusion.

1971

7 février : Les femmes obtiennent le droit de vote en Suisse.

9 mars : Affrontements lors d'une manifestation contre un meeting d'Ordre nouveau au Palais des sports à Paris.

11-13 juin : Congrès d'Epinay du Parti socialiste. Mitterrand succède à A. Savary à la tête du nouveau PS.

15 août : Faillite du système monétaire. Nixon annonce la suspension de la convertibilité du dollar et l'instauration d'une surtaxe de 10% sur les importations.

26 octobre : Admission de la République Populaire de Chine à l'ONU

20 novembre : Manifestations de femmes au plan international pour le droit à l'avortement et pour une maternité libre.

1972

28 janvier : Institution des interdictions professionnelles (Berufsverbot) en RFA.

21-28 février : Visite de Nixon à Pékin.

25 février : Mort de Pierre Overney.

4 mars : Enterrement de P. Overney, qui donne lieu à un immense défilé à Paris.

22-30 mai : Nixon à Moscou.

1er juin : Arrestation d'A. Baader et U. Meinhof de la fraction armée rouge en RFA.

17 juin : Début du scandale du Watergate aux Etats-Unis.

27 juin : Signature du Programme commun PC et PS, auquel les radicaux de gauche se rallieront le 12 juillet.

18 juillet : Renvoi des conseillers militaires soviétiques d'Egypte.

5 septembre : Attentat palestinien aux jeux Olympiques de Munich (18 morts).

17 décembre : XXe congrès du PCF à Saint-Ouen. G. Marchais est élu secrétaire général.

1973

27 janvier : Signature des accords de Paris sur le Vietnam.

14 mars : Début des manifestations lycéennes contre la loi Debré, qui réforme la législation des sursis.

17 avril : Début de la grève de Lip à Besançon.

18 juin : A Lip, les salariés prennent en main la production et la vente des montres.

21 juin : Manifestation à l'initiative de la Ligue communiste contre la tenue d'un meeting raciste à la Mutualité. Heurts violents avec la police.

28 juin : Le Conseil des ministres prononce la dissolution de la Ligue communiste.

Juillet : Scandale du Watergate.

14 août : Evacuation de l'usine de Palente (Lip) par la police.

11 septembre : Coup d'Etat militaire organisé par Pinochet au Chili.

29 septembre : Marche de solidarité avec les travailleurs de Lip organisée à Besançon.

6-25 octobre : Guerre du Kippour, déclenchée par l'Egypte et la Syrie contre Israël.

17 octobre : L'OPEP déclare l'embargo sur les exportations de pétrole à destination des Etats-Unis et des Pays Bas. Fin du pétrole bon marché.

20 décembre : Exécution du Premier ministre espagnol, Carrero Blanco, revendiquée par ETA.

1974

13 février : Soljetnitsyne expulsé d'URSS.

2 avril : Mort de G. Pompidou.

25 avril : Révolution des œillets au Portugal.

19 mai : Valéry Giscard d'Estaing est élu président de la République avec 50,81% des suffrages (contre 49,19% pour F. Mitterrand).

ELECTIONS

